



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique

**N° 142 – 1<sup>er</sup> trimestre 2010**

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

---

---

# *Synthèse*

---

## Conjoncture internationale et nationale du 1<sup>er</sup> trimestre 2010

### Une reprise modérée à plusieurs vitesses

Au premier trimestre 2010, la reprise économique s'est poursuivie mais à des allures différentes, timidement dans beaucoup de pays avancés et vigoureusement dans la plupart des pays émergents. Les tensions inflationnistes mondiales sont restées faibles en raison d'importantes capacités de production inutilisées, tandis que les prix des matières premières continuent de progresser.

Les Etats-Unis continuent de s'inscrire sur une trajectoire de reprise. Le PIB en volume a progressé au premier trimestre de 3,2 %, après 5,6 % en rythme annualisé<sup>1</sup> au quatrième trimestre 2009. Le regain de la consommation finale des ménages a notamment permis de compenser les effets négatifs de la baisse des dépenses publiques et d'une moindre progression des exportations relativement aux importations. Les caractéristiques du marché de l'emploi montrent qu'il s'agirait d'une reprise sans emploi (taux de chômage toujours proche de 10 %, recours aux pratiques d'emplois à flux tendus, changements économiques structurels). Le taux d'inflation est de 2,3 % en glissement annuel en mars. La Réserve Fédérale a continué de maintenir ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, l'amélioration de la situation économique s'est poursuivie avec d'une part, la consolidation de la confiance des chefs d'entreprise et d'autre part, une reprise des exportations dans le secteur manufacturier. Les prix à la consommation ont de nouveau été en recul à -1,1 % en mars.

Au Royaume-Uni l'amélioration progressive de la situation économique s'est poursuivie avec une croissance du PIB en volume à 0,2 % en rythme trimestriel après 0,4 % au quatrième trimestre. L'inflation s'est de nouveau accélérée, s'établissant à 3,4 % en mars.

La zone euro enregistre une progression modérée de son PIB en volume à 0,2 % au premier trimestre après 0 % au quatrième trimestre 2009. La production industrielle poursuit sa reprise et progresse de 1,3 % en mars 2010 sur un mois et de 6,9 % sur un an. La hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 1,5 % en avril 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix de l'énergie. Le taux de chômage dans l'UE27 s'est accru pour atteindre 9,6 % au premier trimestre après 9,4 % au dernier trimestre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB décélère au premier trimestre à 0,1 % après 0,5 % au trimestre précédent. La consommation des ménages, stable sur le trimestre (0 % après 0,9 %), et la nouvelle diminution de l'investissement, ont contribué négativement à la croissance. A la différence du dernier trimestre 2009, la contribution du solde extérieur a été positive avec une accélération des exportations et une décélération des importations. La production a légèrement ralenti (0,2 % après 0,6 %) notamment du fait du fléchissement de la production de biens d'équipement. Le taux de chômage s'établit à 10,1 % au premier trimestre après 10 % au dernier trimestre 2009. L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en avril, lié principalement à une nouvelle hausse des prix de l'énergie.

La reprise dans la plupart des pays émergents a été relativement plus vigoureuse, du fait notamment d'un regain de leurs exportations plus important que prévu, conjugué au renforcement de leur demande intérieure. La Chine a enregistré une croissance de 11,9 %<sup>2</sup> soit la plus forte enregistrée depuis le dernier trimestre 2007. Dans les pays d'Amérique latine la production industrielle a progressé à des rythmes soutenus (18,4 % au Brésil, 11,0 % en Argentine), et les taux d'inflation sont restés élevés (9,7 % en Argentine, 5 % au Mexique).

## Conjoncture régionale Océan Indien

### Une amélioration de l'activité économique dans les pays de la zone

A l'île **Maurice**, le PIB s'accroît de 6,4 % au dernier trimestre 2009 par rapport au quatrième trimestre 2008. Cette performance est due à un niveau élevé d'investissements réalisé par les secteurs des travaux publics et de l'immobilier. Autre contributeur important à cette croissance, l'industrie, en particulier l'agroalimentaire et le textile qui s'avèrent dynamiques en fin d'année. Ces bons résultats conduisent le bureau national des statistiques à émettre des prévisions de croissance du PIB favorables pour l'année 2010 (de l'ordre de 4,6 %), soit un retour aux rythmes de croissance antérieurs à la crise internationale.

En **Afrique du Sud**, l'économie se redresse nettement au premier trimestre 2010 avec une progression de 4,6 % du PIB (corrigée des variations saisonnières) par rapport au quatrième trimestre 2009. Cette amélioration résulte des bons niveaux de production dans l'industrie manufacturière et l'industrie minière qui avaient été durement touchées l'année

<sup>1</sup> Soit en rythme trimestriel, 1,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et 0,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

<sup>2</sup> Soit 2,85 % en rythme trimestriel.

précédente. Cependant, le marché de l'emploi continue de se dégrader avec un taux de chômage de 25,2 %, soit une hausse de 1,7 point en un an.

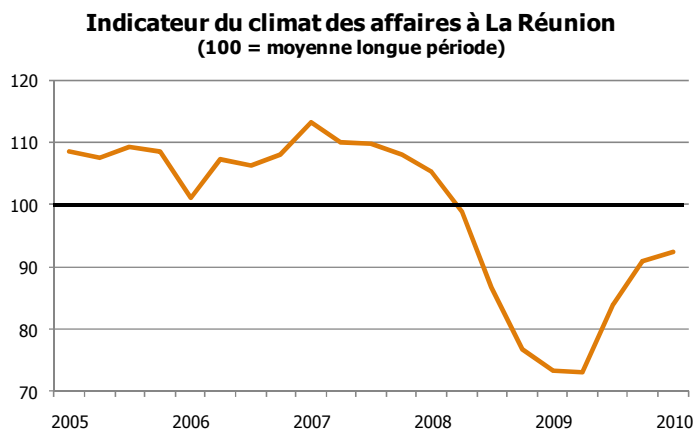
A **Madagascar**, plusieurs indicateurs laissent présager une amélioration de la conjoncture mais celle-ci est en grande partie tributaire de l'issue de la crise politique. Les encours de crédits à l'économie progressent de 11,2 % au premier trimestre 2010 en glissement annuel. Le marché des véhicules (deux roues et automobiles) s'est nettement redressé avec une progression des immatriculations de 42,5 % au premier trimestre 2010 par rapport au même trimestre de 2009 où les enregistrements de nouveaux véhicules avaient chuté de 37,8 %. En outre, les données de l'Instat mentionnent une forte croissance de la création d'établissements à Antananarivo au cours du premier trimestre 2010 (+56,7% en glissement annuel). Enfin, le marché des produits pétroliers reprend progressivement par rapport à 2009.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique confirme la bonne fréquentation observée fin 2009 avec une hausse de 19,1 % du nombre de touristes au premier trimestre 2010 par rapport au même trimestre de 2009. Elle contribue ainsi à la relance de l'économie seychelloise tandis que l'industrie de la pêche et la construction semblent encore marquer le pas.

## La conjoncture à La Réunion

### L'activité économique cesse de se dégrader

Le premier trimestre de l'année 2010 est marqué par une stabilisation de l'économie réunionnaise, mais à un niveau d'activité inférieur à celui observé avant la crise.



Source: enquête de conjoncture - IEDOM

L'indicateur du climat des affaires confirme cette évolution. Au premier trimestre, son rythme de croissance est nettement inférieur à celui enregistré au cours des deux trimestres précédents. En outre, l'ICA demeure en dessous de sa moyenne de longue période.

Cette stabilisation de l'activité est observable dans l'ensemble des secteurs marchands.

La consommation des ménages poursuit sa progression observée fin 2009. Elle reste toutefois en retrait par rapport aux niveaux enregistrés avant la crise.

L'investissement marque de nouveau le pas sur le trimestre. Sous l'effet conjugué de la morosité

économique et du manque de visibilité lié aux échéances électorales, les intentions d'investir se contractent une nouvelle fois.

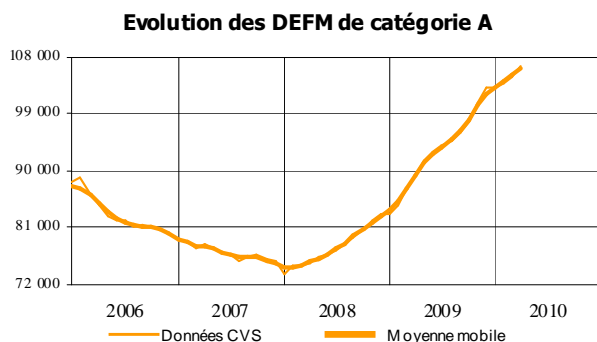
Enfin, le marché de l'emploi continue de se dégrader après plus de deux ans de hausse consécutive du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A enregistrés à Pôle emploi.

### Un léger recul des prix au premier trimestre 2010

L'indice des prix à la consommation se situe en retrait de 0,2 % en mars 2010 par rapport à décembre 2009. Par grands postes, les prix de l'alimentation (+1,6 %), du tabac (+0,4 %) et de l'énergie (+1,5 %) s'inscrivent en hausse. A l'inverse, les prix des produits manufacturés et des services baissent respectivement de 0,9 % et 0,8 %.

Sur un an, la progression des prix est modérée avec un glissement annuel de l'indice à fin mars 2010 de 0,8 % malgré la hausse des prix des produits pétroliers (+4,5 % en glissement annuel).

## Une nouvelle détérioration du marché de l'emploi



Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

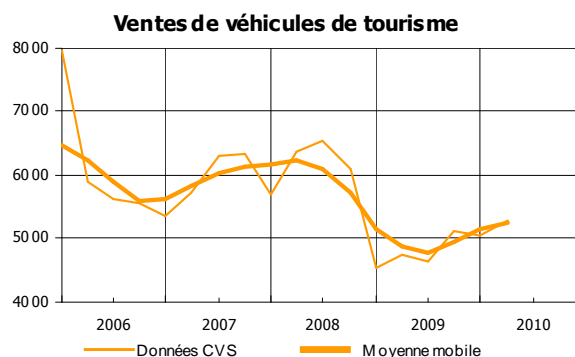
Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (données brutes) progresse de 5,9 % entre décembre 2009 et mars 2010. Il s'élève désormais à 107 138 personnes. Depuis le début de l'année 2008, ce sont plus de 30 000 demandeurs d'emploi de catégories A supplémentaires qui se sont inscrits à Pôle emploi (environ +40 %).

Parallèlement les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont en progression de 4,3 % par rapport au trimestre précédent et de 17,3 % en glissement annuel. Néanmoins, les chefs d'entreprise continuent de privilégier le recours aux emplois temporaires et occasionnels au détriment de l'emploi durable.

## La reprise de la consommation des ménages se confirme

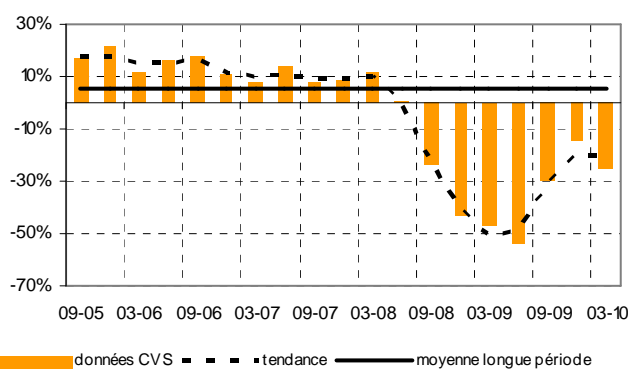
Le rebond de la consommation des ménages constaté sur le trimestre précédent se poursuit début 2010. Les importations de biens de consommation et d'équipement du foyer repartent à la hausse (respectivement +6,8 % et +10,8 % en glissement annuel). Les ventes de véhicules de tourisme confirment également cette embellie : +11,7 % entre les premiers trimestres 2009 et 2010. Cette reprise ne semble pas s'être traduite par un endettement supplémentaire des ménages dans la mesure où l'encours des crédits à la consommation diminue de 3,4 % sur un an.

Toutefois, les niveaux de consommation enregistrés se situent à des niveaux inférieurs à ceux des années précédant la crise. En effet, comparées au premier trimestre 2008, les ventes de véhicules de tourisme s'inscrivent en retrait de 17,0 % et les importations destinées aux ménages de 4,5 %.



Source : Soréfi (données trimestrielles - CVS)

## Les investissements pénalisés par le manque de perspectives économiques



Source : Enquête de conjoncture - IEDOM

Le contexte économique morose et les incertitudes liées aux résultats des élections régionales ont pesé négativement sur les investissements des entreprises au premier trimestre. Le solde d'opinions relatif à l'investissement ainsi que les importations de biens d'équipement (-15,0 % en glissement annuel) repartent à la baisse après deux trimestres d'amélioration. Par ailleurs, l'encours des crédits à l'investissement est en retrait de 3,1 % sur un an (-2,3 % au trimestre précédent).

Toutefois, d'autres indicateurs se redressent : les importations de biens intermédiaires progressent de 2,5 % par rapport au premier trimestre 2009 (-24,2 % au trimestre précédent en glissement annuel), tandis

que la dégradation des ventes de véhicules utilitaires s'atténue en partie (-2,3 % ce trimestre contre -13,8 % au trimestre précédent en glissement annuel).

L'investissement des ménages stagne. L'encours de crédits à l'habitat des ménages ne progresse plus (+0,2 % entre décembre 2009 et mars 2010). Néanmoins, cette pause intervient après la plus forte hausse enregistrée en 2009 (+2,3 % entre septembre et décembre 2009).

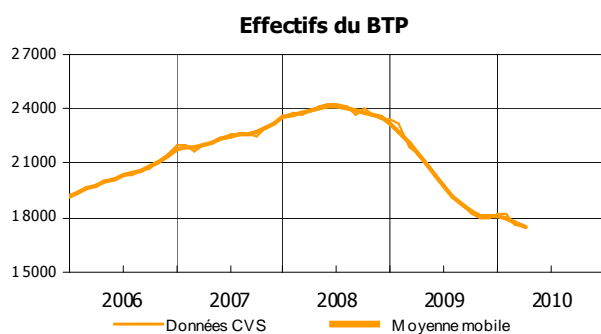
## Une stabilité des échanges extérieurs

Les échanges avec l'extérieur sont proches de ceux enregistrés au cours du même trimestre de l'année 2009. Les importations suivent l'évolution de l'activité et sont en légère hausse (+0,3 %). Les exportations progressent à nouveau (+2,2 % en glissement annuel après +11,1 % au trimestre précédent) grâce notamment à une sortie importante de matériels de transport.

## De faibles évolutions au niveau sectoriel

Le courant d'affaires de chaque secteur converge vers sa moyenne de longue période.

Le solde d'opinions des professionnels du secteur de **l'agriculture, de l'élevage et de la pêche** relatif à l'activité passée s'améliore au premier trimestre et repasse ainsi légèrement au dessus de sa moyenne longue période. Néanmoins, cette appréciation positive est à nuancer compte tenu de la diminution des abattages et des volumes de lait collecté (respectivement - 4,9 % et -7,0 % en glissement annuel).



Source : caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

L'attentisme des chefs d'entreprises du **bâtiment et des travaux publics**, lié aux incertitudes quant à l'issue des élections régionales et à la réalisation de nouveaux grands chantiers, se reflète dans le solde d'opinions relatif à l'activité qui se maintient à un niveau proche de sa moyenne de longue période. Les effectifs enregistrent une nouvelle diminution en glissement sur le trimestre (de 2,8 %), toutefois moins marquée que les précédentes. Dans ce contexte, le solde d'opinions relatif à l'investissement se situe une nouvelle fois en dessous de sa moyenne longue période, les chefs d'entreprises envisageant de réduire à nouveau leurs investissements.

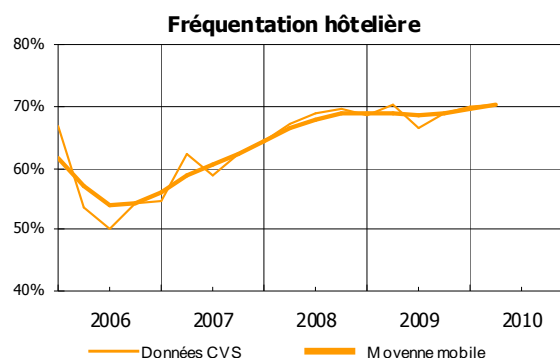
**L'industrie manufacturière** enregistre une amélioration de son climat d'affaires au premier trimestre mais, comme pour le BTP, la perception des chefs d'entreprises reste négative. Les intentions des entreprises du secteur concernant l'investissement demeurent, quant à elles, nettement en dessous de leur moyenne de longue période malgré une évolution positive par rapport au trimestre précédent.

Le solde d'opinions relatif à l'activité de **l'industrie agro-alimentaire** redevient positif sur le trimestre après un dernier trimestre 2009 en berne.

A l'inverse, le climat des affaires dans le secteur du **commerce** se détériore, ce qui pénalise les intentions d'investir des chefs d'entreprises.

Les **services marchands** affichent un solde d'opinions concernant l'activité passée qui se dégrade tout en restant positif. Dans la continuité du trimestre précédent, l'activité dans le secteur semble proche des niveaux atteints avant la crise. Selon les chefs d'entreprise, l'évolution des effectifs accompagne ce mouvement. Néanmoins, ce niveau d'activité ne suffit pas pour les inciter à investir.

**L'activité touristique** semble se stabiliser. En effet, après la reprise observée au dernier trimestre, le courant d'affaires du secteur se rapproche de sa moyenne de longue durée. Cette tendance à la stabilisation est confirmée par la fréquentation des hôtels les plus touristiques de l'île (soit les membres de l'Union des Hôtels de La Réunion) qui demeure quasi-identique à celle de 2009 (-0,1 % sur un an).



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)





---

# ***ANNEXES STATISTIQUES***

---

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

## Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", "stabilité" ou "dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

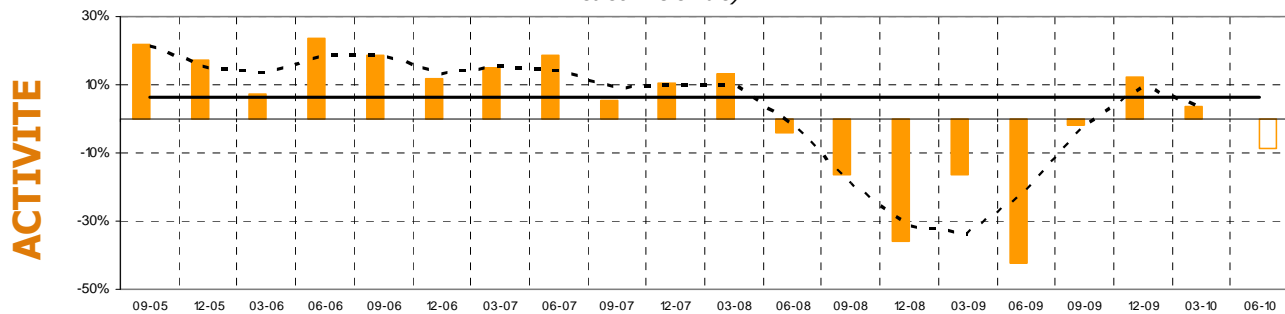
## Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

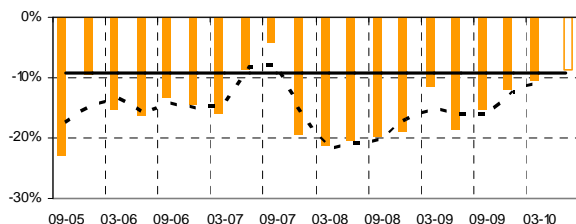
	<i>Page</i>
<b><i>Les secteurs d'activité.....</i></b>	<b>10</b>
<i>Vue d'ensemble.....</i>	10
<i>Agriculture, élevage et pêche.....</i>	11
<i>Industrie agro-alimentaire.....</i>	14
<i>Autre industries.....</i>	17
<i>Bâtiment et travaux publics.....</i>	19
<i>Commerce.....</i>	22
<i>Services marchands.....</i>	24
<i>Hôtellerie-Tourisme.....</i>	25
<b><i>Les entreprises.....</i></b>	<b>27</b>
<i>L'investissement.....</i>	28
<i>La vulnérabilité.....</i>	29
<b><i>Les ménages.....</i></b>	<b>31</b>
<i>L'investissement.....</i>	32
<i>La vulnérabilité.....</i>	34
<b><i>Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels.....</i></b>	<b>36</b>

# Vue d'ensemble

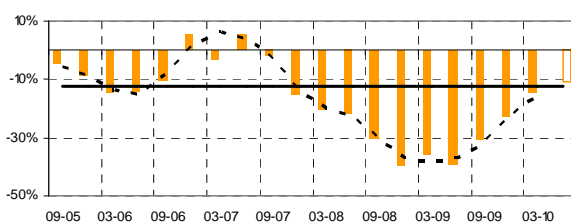
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 130 entreprises (dont 3 coopératives relevant du secteur primaire) employant au total 14 695 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



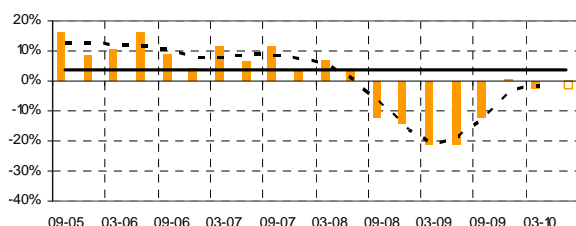
CHARGES



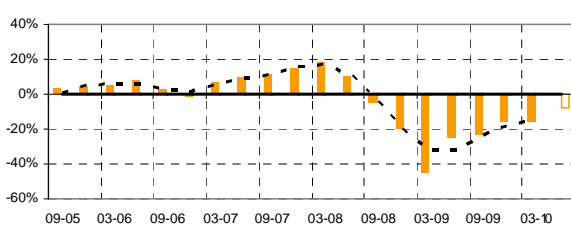
TRESORERIE



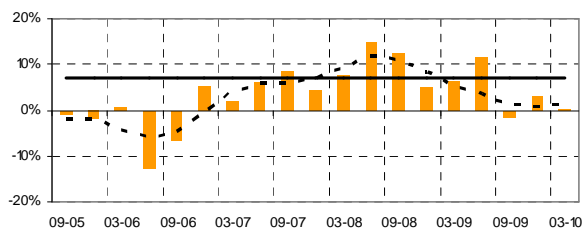
EFFECTIFS



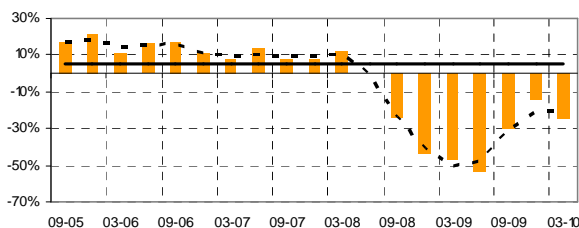
PRIX DE VENTE



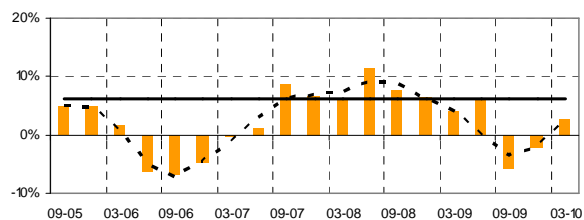
STOCKS MATIERES PREMIERES



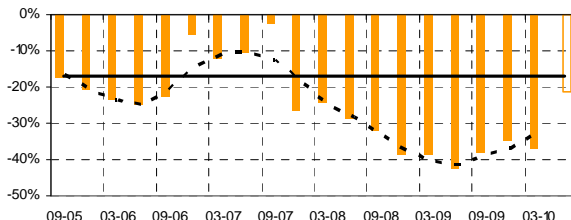
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS



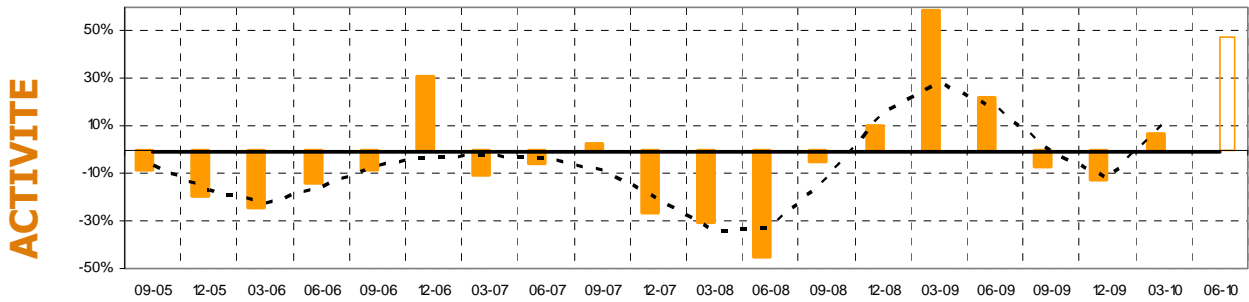
DELAIS DE PAIEMENT



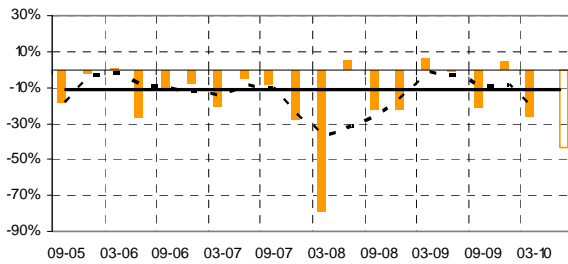
■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

# Agriculture, élevage et pêche

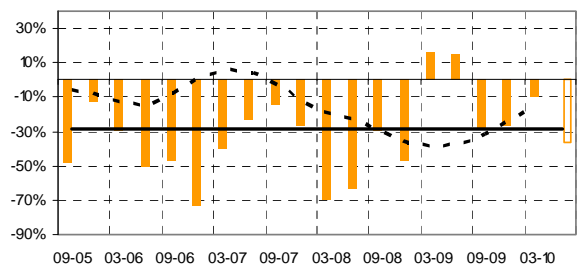
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 6 entités relevant du secteur primaire (soit un effectif total estimé de 911 personnes composé de salariés d'entreprises, d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs).  
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



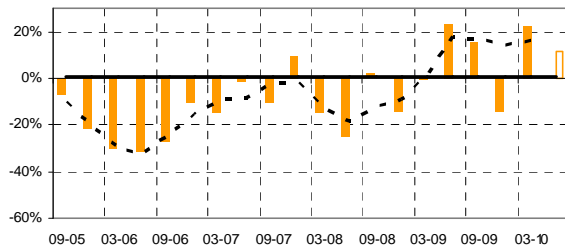
CHARGES



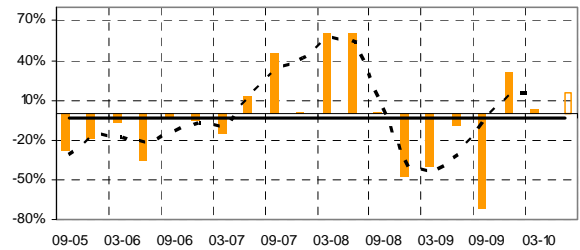
TRESORERIE



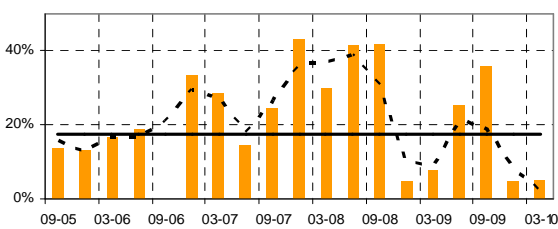
EFFECTIFS



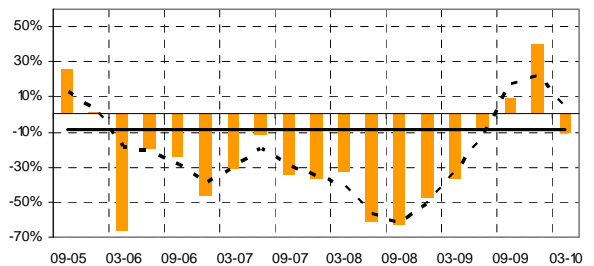
PRIX DE VENTE



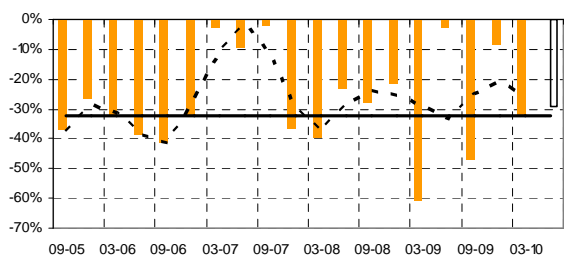
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



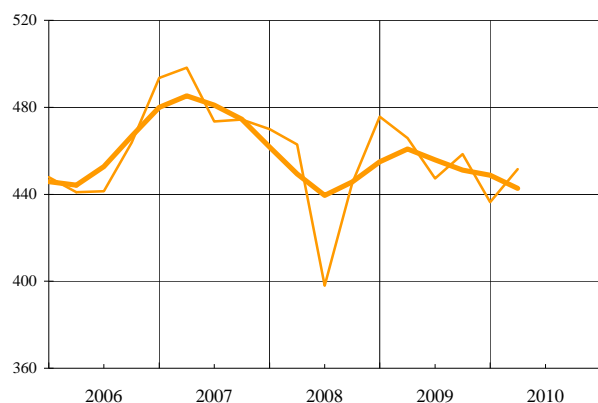
DELAIS DE PAIEMENT



■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

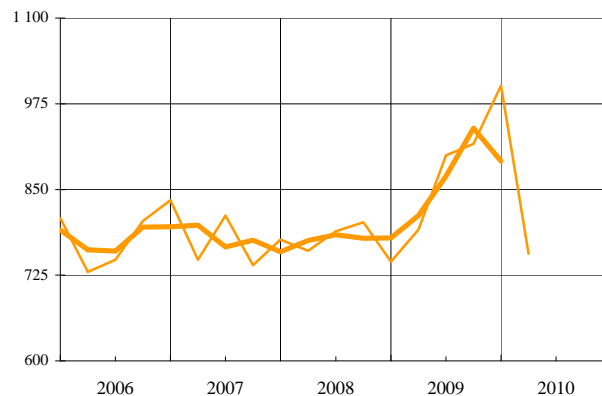
**La filière bovine**

**Abattages de viande bovine**  
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

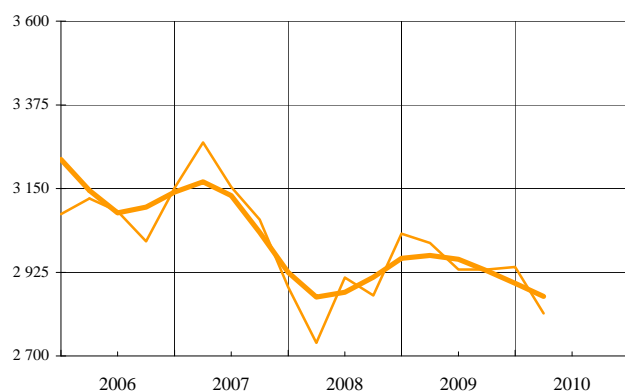
**Importations de viande bovine**  
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

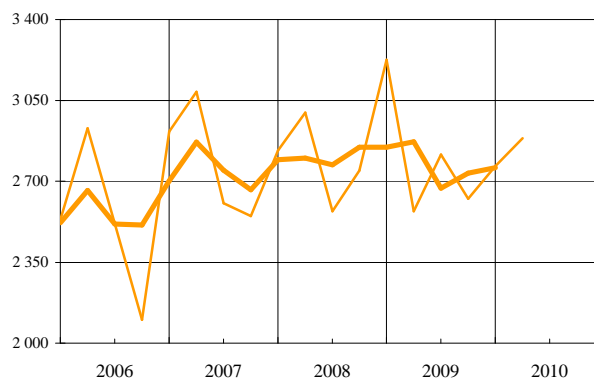
**La filière porcine**

**Abattages de viande porcine**  
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

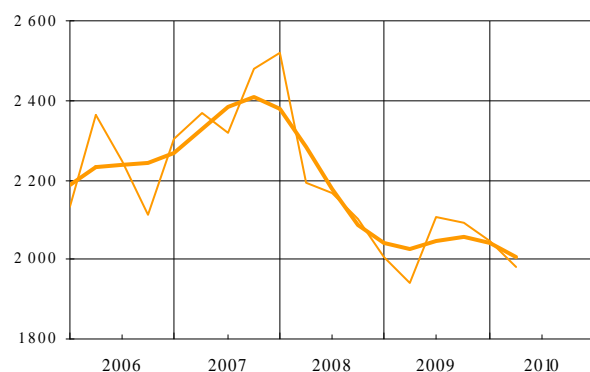
**Importations de viande porcine**  
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

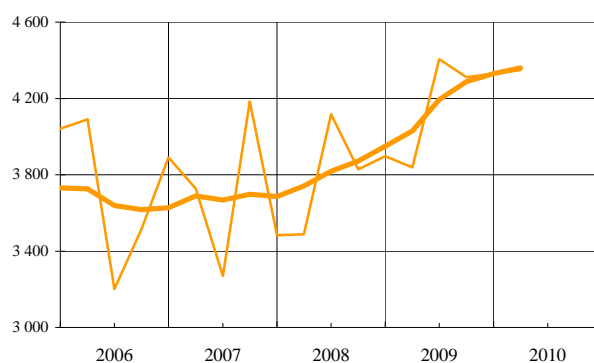
**La filière avicole**

**Abattages de volailles**  
(en tonne)



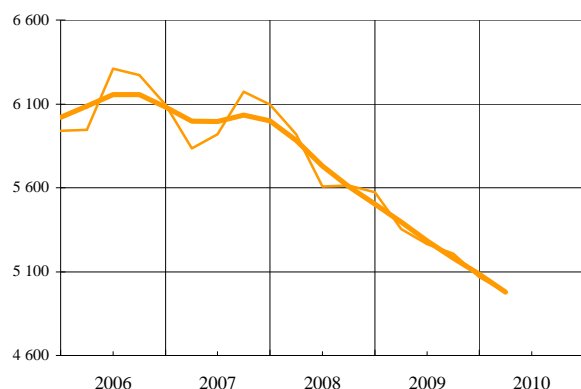
Source : Aribev (données trimestrielles - CVS)

**Importations de volailles**  
(en tonne)

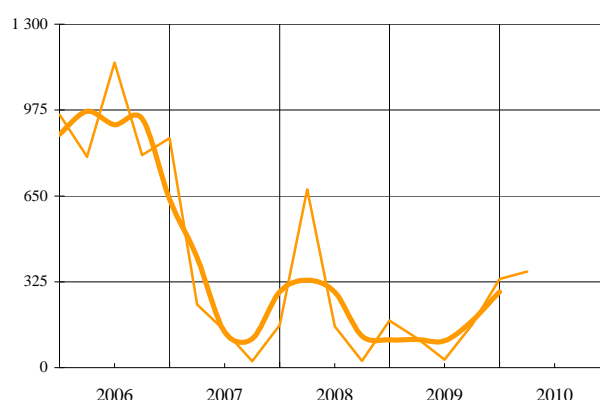


Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

La filière laitière	La filière pêche
Lait collecté par la Sicalait (en milliers de litres)	Exportations maritimes <sup>1</sup> (en tonnes)

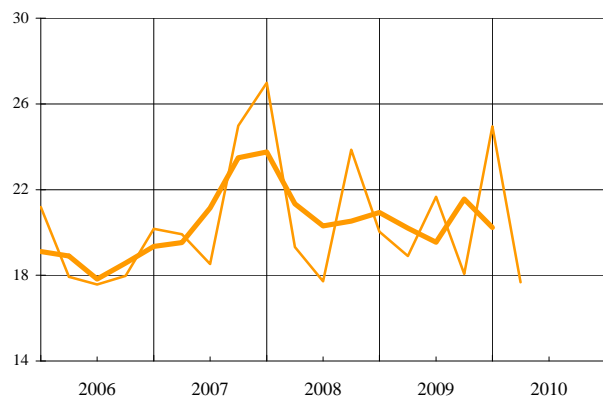


Source : Sicalait (données trimestrielles – CVS)

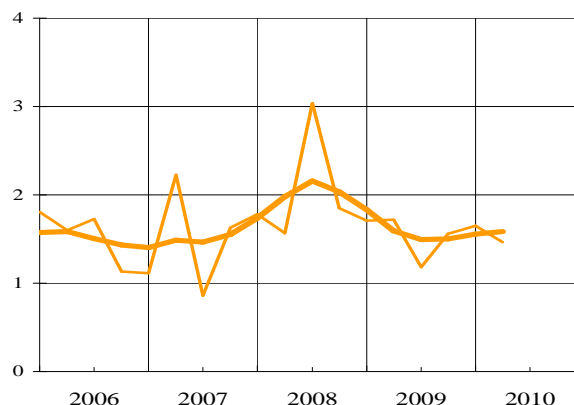


Source : Douanes (données trimestrielles)

Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	
Importations (en millions d'€)	Exportations (en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

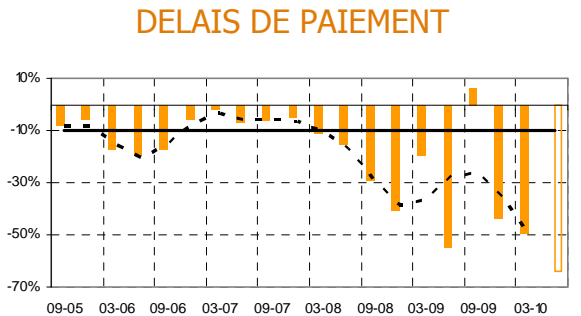
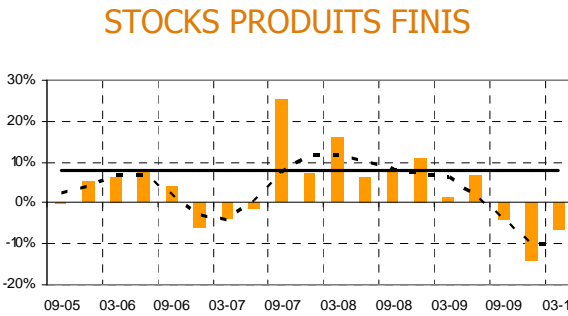
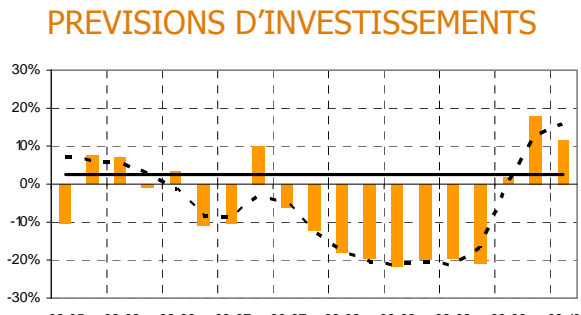
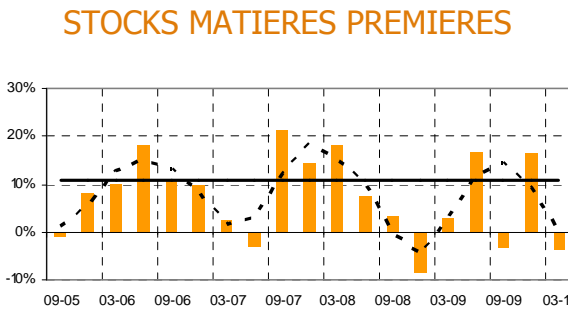
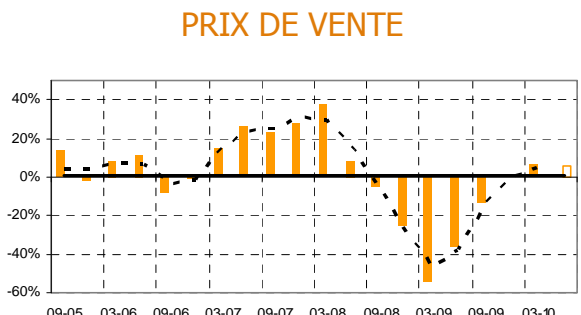
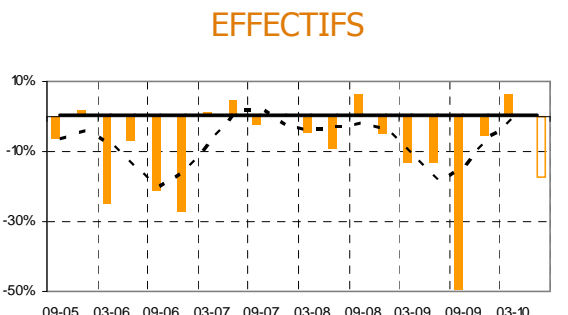
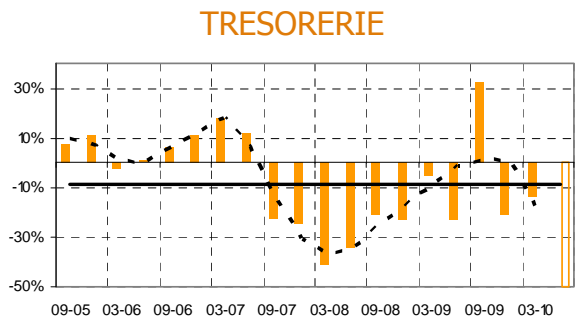
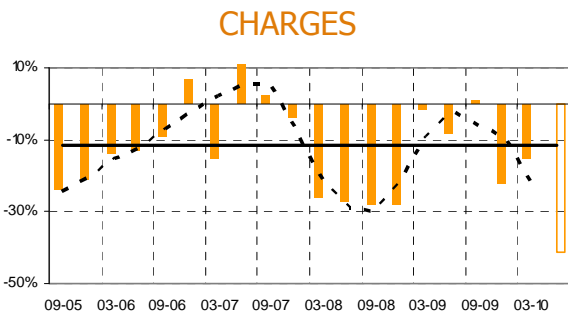
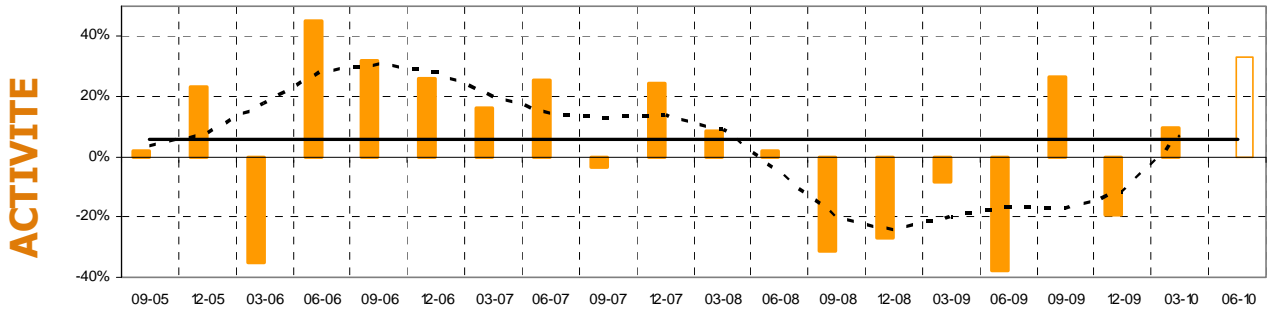
### Dernières données chiffrées

	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
<b>ABATTAGE</b>											
bovins Source : Sicabat (tonnes)	431	487	453	456	436	476	440	442	442	-3,1%	-3,1%
porcins Source : Sicabat (tonnes)	2 882	3 021	2 523	2 771	2 884	3 074	3 073	2 597	2 597	-6,3%	-6,3%
volailles Source : Ariv (tonnes)	2 245	2 248	2 084	1 844	2 076	2 152	2 120	1 882	1 882	2,1%	2,1%
<b>IMPORTATIONS</b>											
bovins Source : Douanes (tonnes)	730	748	761	791	900	917	1 002	756	756	-4,4%	-4,4%
porcins Source : Douanes (tonnes)	2 929	3 087	2 996	2 571	2 815	2 625	2 766	2 886	2 886	12,3%	12,3%
volailles Source : Douanes (tonnes)	4 317	3 935	3 682	4 052	4 024	4 021	4 756	4 590	4 590	13,3%	13,3%
<b>COLLECTE DE LAIT</b>	5 856	5 746	5 831	5 273	4 892	5 239	5 475	4 904	4 904	-7,0%	-7,0%
Source: Sicalait (milliers de litres)											
<b>EXPORTATIONS PÊCHE</b>	799	239	675	112	31	162	336	364	364	224,6%	224,6%
Source : Douanes (tonnes)											
<b>PDTs AGRICOLES, SYLVICOLES ET PÊCHE</b>											
Importations Douanes (millions d'€)	17,94	19,91	19,32	18,90	21,67	18,07	24,94	17,68	17,68	-6,4%	-6,4%
Exportations Douanes (millions d'€)	1,45	2,02	1,42	1,56	0,81	0,87	3,04	1,33	1,33	-14,8%	-14,8%

<sup>1</sup> Y compris les exportations réalisées par les palangriers asiatiques autorisés à pêcher dans la zone économique des îles éparses avec obligation de décharger à Port-Réunion.

# Industrie agro-alimentaire

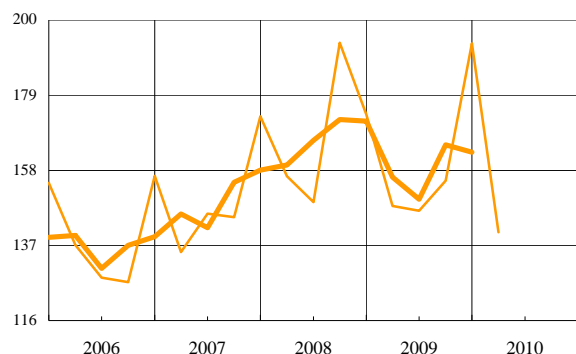
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 14 entreprises du secteur agro-alimentaire employant 1 222 salariés.  
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



Indicateur passé
  Indicateur prévu
  Tendence de l'indicateur
  Moyenne longue période de l'indicateur

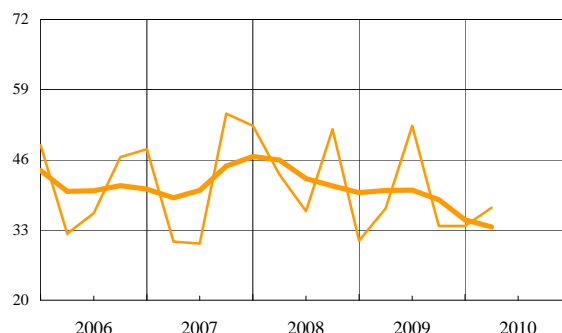


**Importations de produits agro-alimentaires**  
(en millions d'€)



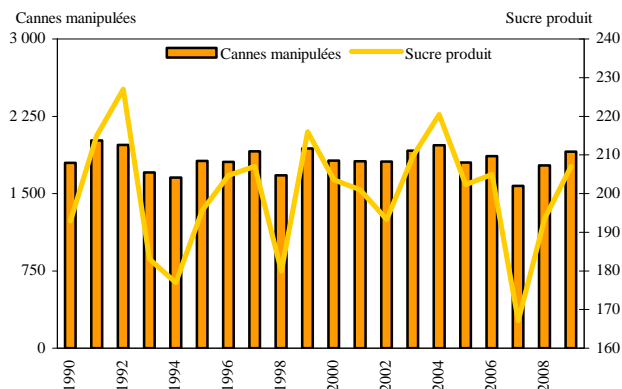
Source : Douanes (données trimestrielles)

**Exportations de produits agro-alimentaires**  
(en millions d'€)



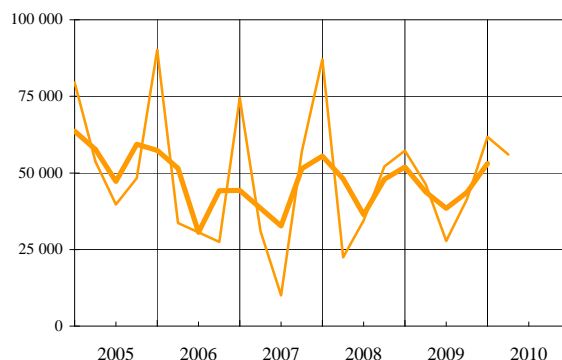
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

**Campagnes sucrières**  
(en milliers de tonnes)



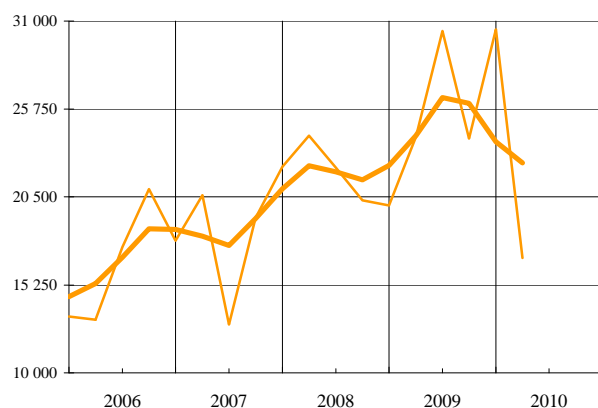
Source : CTICS – eRcane

**Exportations maritimes de sucre et mélasse**  
(en tonne)



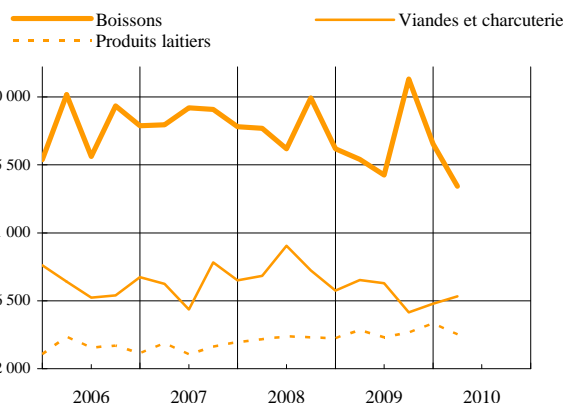
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

**Exportations de rhum**  
(en hectolitres d'alcool pur)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

**Importations maritimes de boissons, produits laitiers, viandes et charcuterie** (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles - CVS)

## Dernières données chiffrées

PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Importations (millions d'€)	137	135	156	148	147	155	193	141	141	-4,9%	-4,9%
Exportations (millions d'€)	32	31	43	37	39	31	45	37	37	0,3%	0,3%

Source : Douanes

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
boissons	19 676	17 715	17 491	15 491	14 856	19 545	18 560	13 746	13 746	-11,3%	-11,3%
produits laitiers	3 753	3 349	3 610	4 168	4 179	4 575	5 124	3 905	3 905	-6,3%	-6,3%
vianes et charcuterie	8 048	7 903	8 436	8 162	7 393	5 265	6 844	7 041	7 041	-13,7%	-13,7%

Source : DDE

EXPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
sucres et mélasse	33 672	30 914	22 508	46 246	27 764	29 629	61 804	56 039	56 039	21,2%	21,2%
poissons	365	1 681	2 665	4 417	3 428	2 815	3 766	4 117	4 117	-6,8%	-6,8%

Source : DDE

	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09
Source : Douanes										
EXPORTATIONS DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	11 561	18 058	21 193	21 121	22 851	28 255	36 394	14 791	14 791	-30,0%
PRODUCTION DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	1067	13	2 091	54	14 249	46 523	50 249	0	0	-100,0%

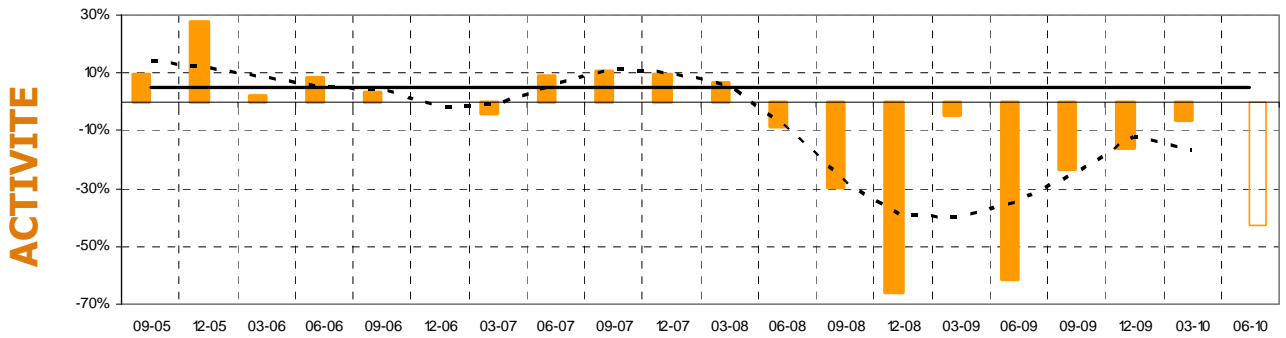
CAMPAGNES SUCRIERES	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
Cannes manipulées	1 969	1 801	1 864	1 576	1 774	1 908	7,51%
. par l'usine du Gol	989	946	920	777	924	953	3,21%
. par l'usine de Bois Rouge	980	855	945	798	849	955	12,44%

(milliers de tonnes) Source : CTICS

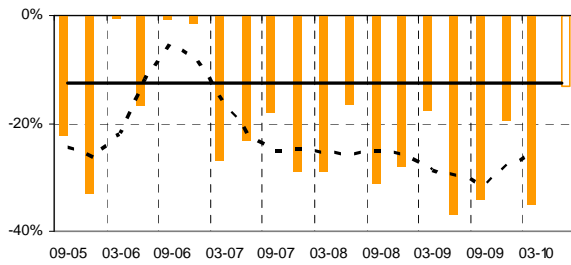
Production de sucre brut (milliers de tonnes) Source : CERF	220	202	205	158	194	207	6,94%
Richesse moyenne de la canne Source : CTICS	14,14%	14,01%	14,03%	13,74%	14,00%	14,25%	+ 0,25 pt

# Autres industries

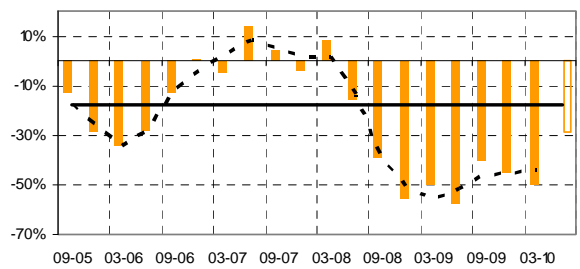
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 23 entreprises du secteur industriel (hors agro-alimentaire) employant 995 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



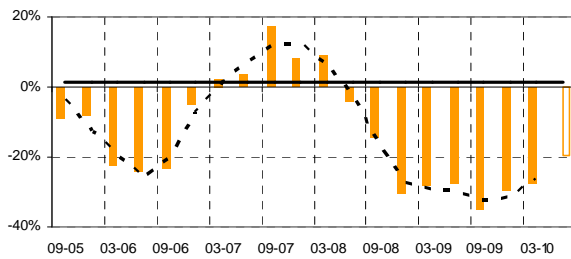
**CHARGES**



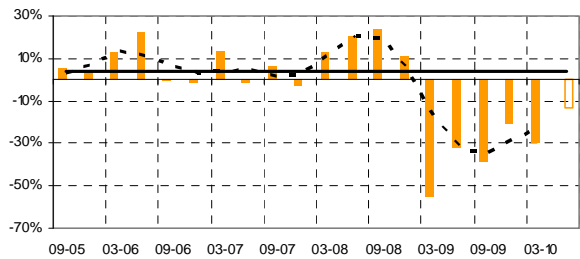
**TRESORERIE**



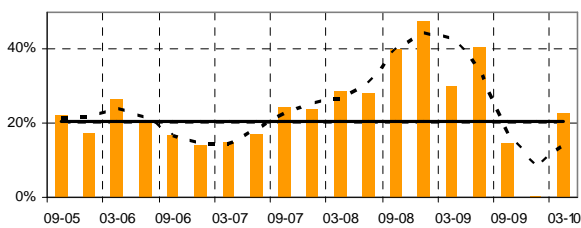
**EFFECTIFS**



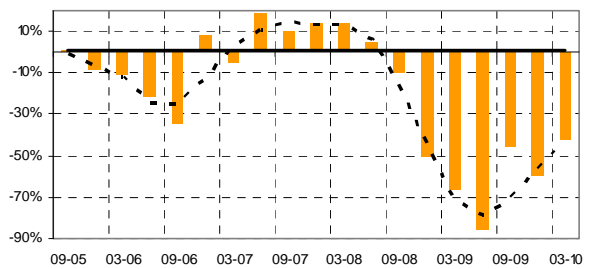
**PRIX DE VENTE**



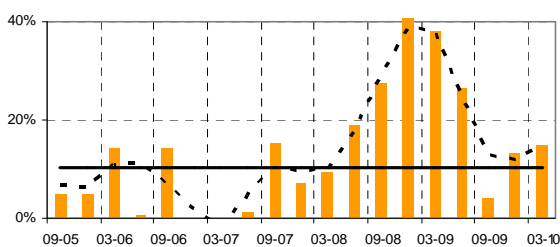
**STOCKS MATIERES PREMIERES**



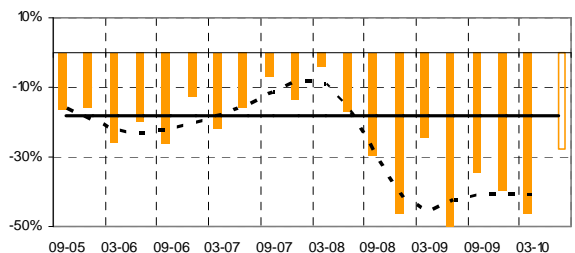
**PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS**



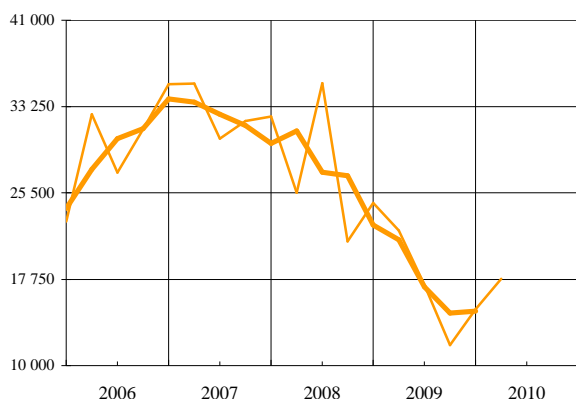
**STOCKS PRODUITS FINIS**



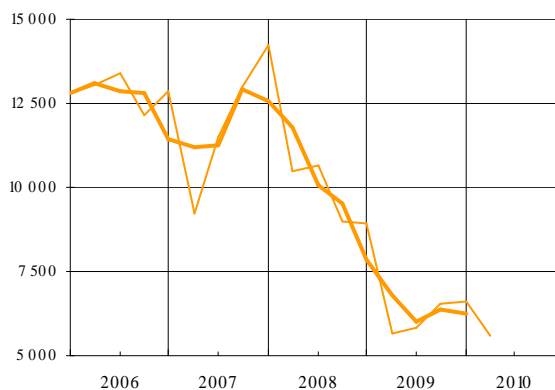
**DELAIS DE PAIEMENT**



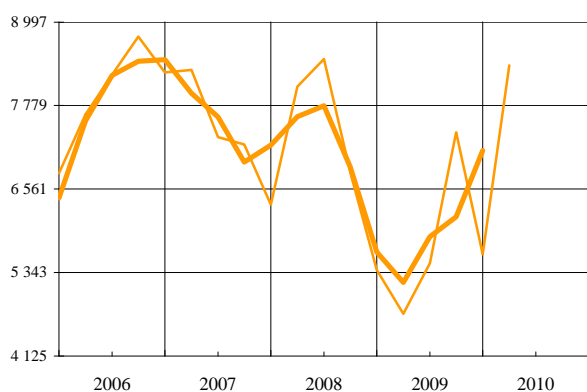
Indicateur passé   
  Indicateur prévu   
 - - - - - Tendence de l'indicateur   
 ——— Moyenne longue période de l'indicateur

**Importations maritimes de produits métalliques (en tonnes)**


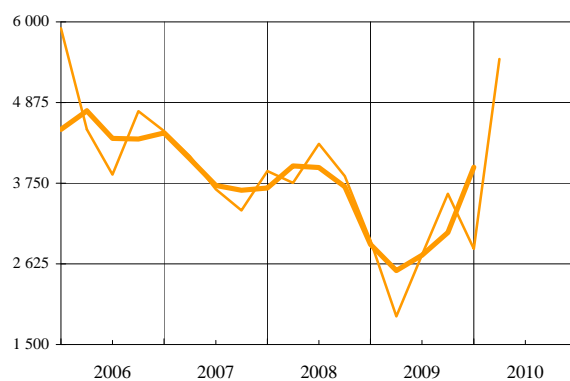
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielle)

**Importations maritimes de bois destiné à la transformation (en tonnes)**


Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielles)

**Importations maritimes de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (en tonnes)**


Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielles)

**Importations maritimes de matières plastiques brutes et de produits chimiques de base (en tonnes)**


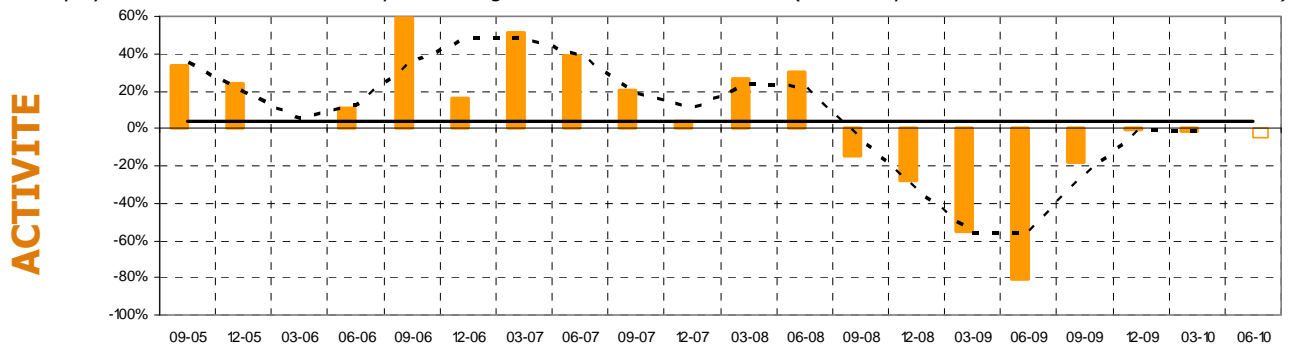
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)  
(données trimestrielles)

**Dernières données chiffrées**

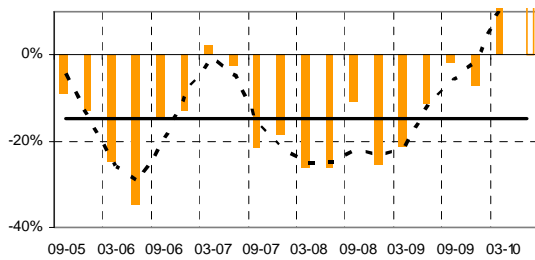
IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes) Source : DDE	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T10	Σ10/ Σ09
Produits métalliques	32 551	35 306	25 498	22 128	17 240	11 835	15 063	17 781	17 781	-19,6%	-19,6%
Bois destiné à la transformation	13 032	9 252	10 478	5 635	5 828	6 557	6 635	5 589	5 589	-0,8%	-0,8%
Produits pour l'imprimerie et la cartonnerie	7 650	8 301	8 058	4 744	5 479	7 387	5 612	8 364	8 364	76,3%	76,3%
Matières plastiques et pdts chimiques de base	4 498	4 123	3 756	1 891	2 751	3 601	2 836	5 483	5 483	190,0%	190,0%

# Bâtiment et travaux publics

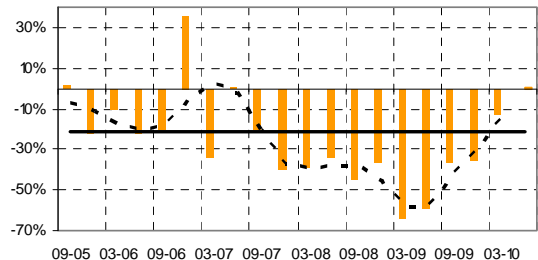
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur du BTP (gros œuvre et second œuvre) employant 2 339 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



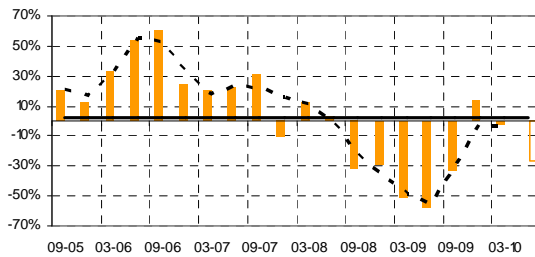
CHARGES



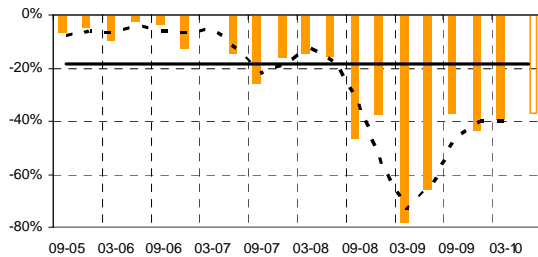
TRESORERIE



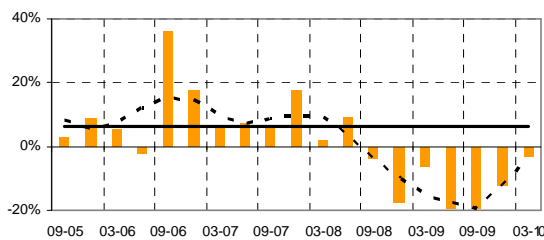
EFFECTIFS



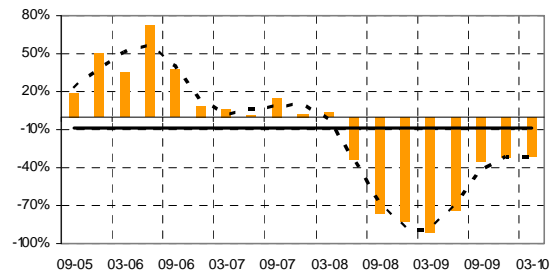
PRIX DE VENTE



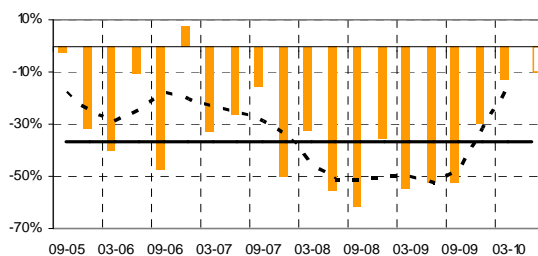
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

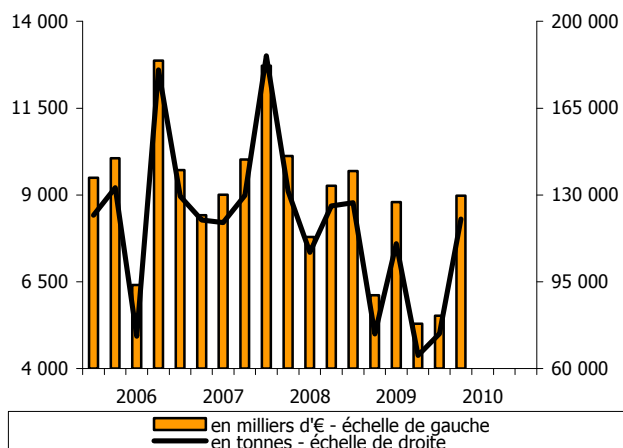


DELAIS DE PAIEMENT



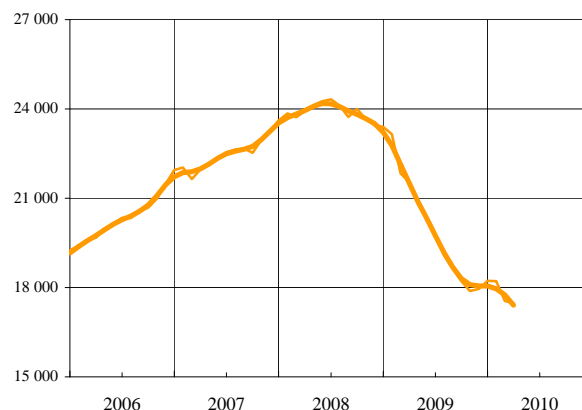
Indicateur passé
  Indicateur prévu
  Tendence de l'indicateur
  Moyenne longue période de l'indicateur

**Importations de ciment et de clinker**



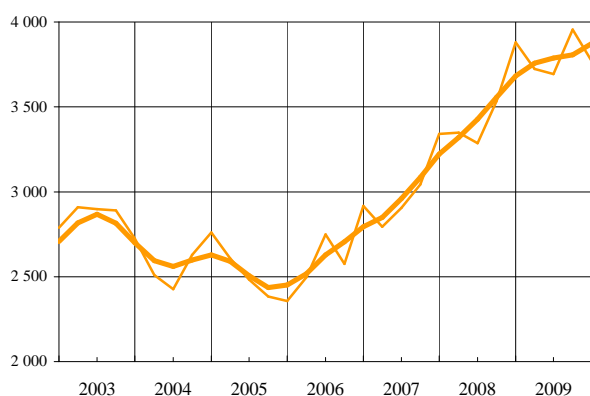
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

**Effectifs du BTP**



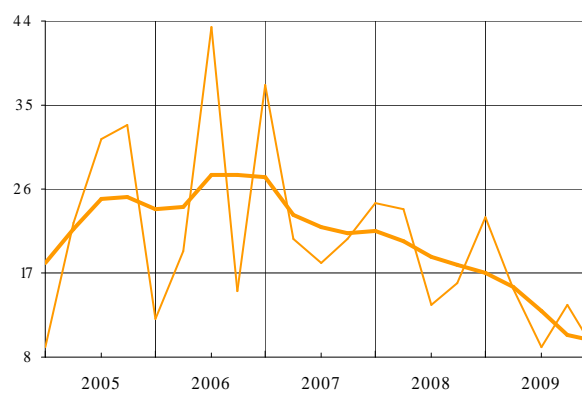
Source : Caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

**Logements sociaux en cours de chantier**  
(en nombre – estimations à partir de janvier 2009)



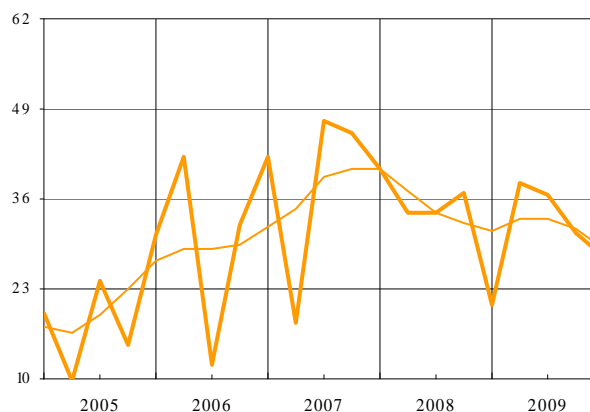
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

**Travaux de génie civil**  
(en millions d'euros)



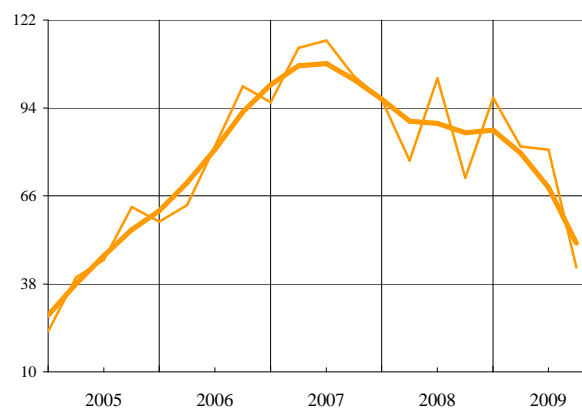
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

**Constructions publiques**  
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

**Travaux routiers**  
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

## Dernières données chiffrées

Source : Cer-BTP (millions d'€)	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	Cumul 2009	4T09/ 4T08	Σ09/ Σ08
Travaux génie civil	15	48	32	30	11	8	15	11	45	-62,3%	-41,1%
Constructions publiques	41	56	53	27	22	37	34	37	130	33,7%	6,5%
Travaux routiers	88	146	147	148	45	73	44				

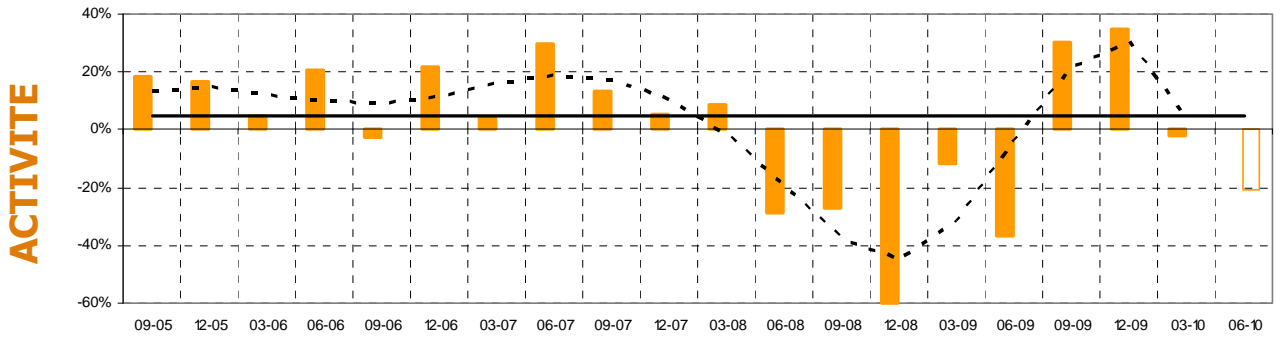
IMPORTATIONS DE CIMENT + CLINKER	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
milliers d'euros	7 630	9 176	5 543	9 239	5 525	5 524	8 143	8 143	46,9%	46,9%
tonnes	112 554	123 479	69 427	116 064	68 071	71 824	112 991	112 991	62,7%	62,7%

Source : Douanes

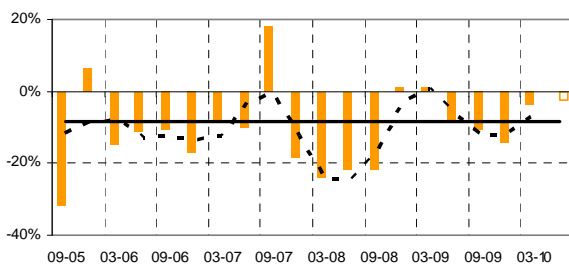
EFFECTIFS DU BTP	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mars10/ déc09	mar10/ mar09
Source : Caisse des congés payés (nombre à fin)	19 410	21 665	23 590	21 245	19 904	18 960	17 730	17 730	-6,5%	-22,1%

# Commerce

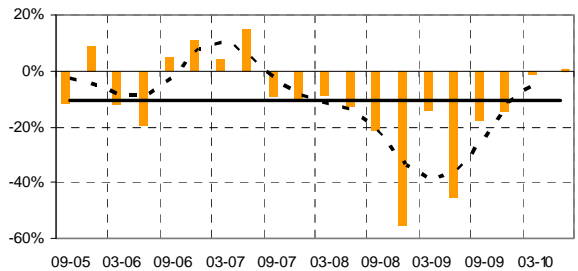
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur du commerce employant 5 743 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinions CVS à coefficients saisonniers nuls)



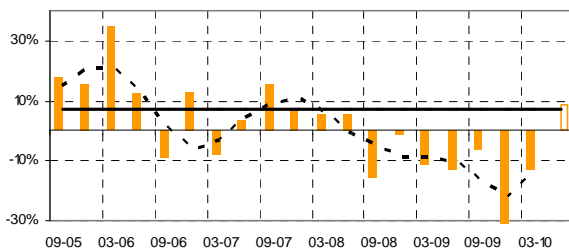
**CHARGES**



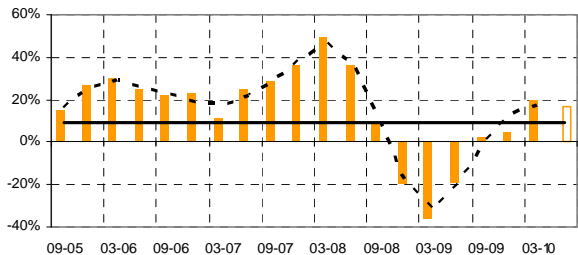
**TRESORERIE**



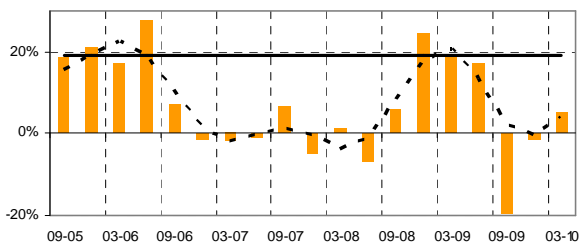
**EFFECTIFS**



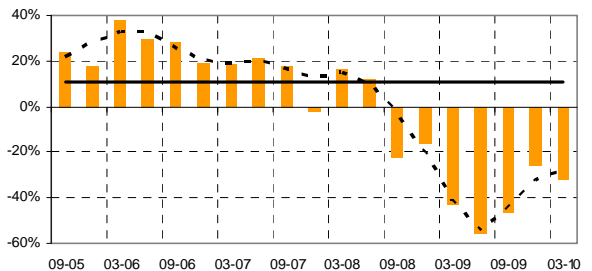
**PRIX DE VENTE**



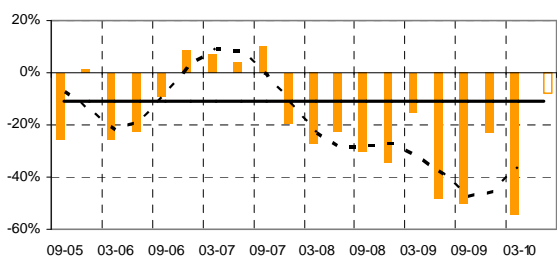
**STOCKS PRODUITS FINIS**



**PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS**



**DELAIS DE PAIEMENT**



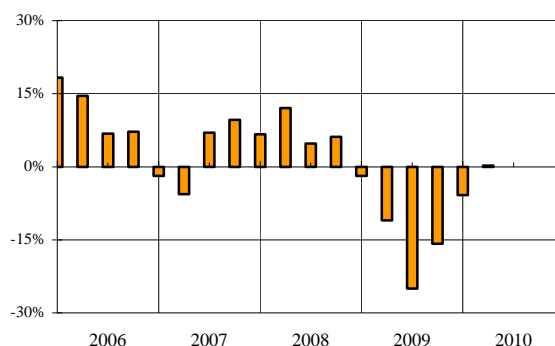
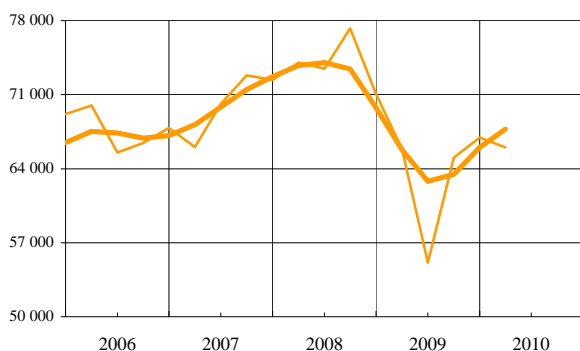
Indicateur passé    
  Indicateur prévu    
 - - - - - Tendence de l'indicateur    
 ——— Moyenne longue période de l'indicateur



**Recettes de l'octroi de mer**

(en milliers d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel CVS

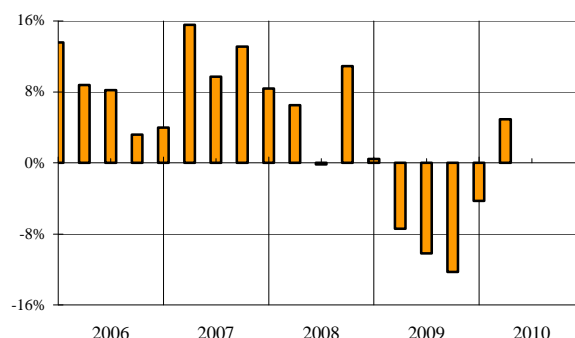
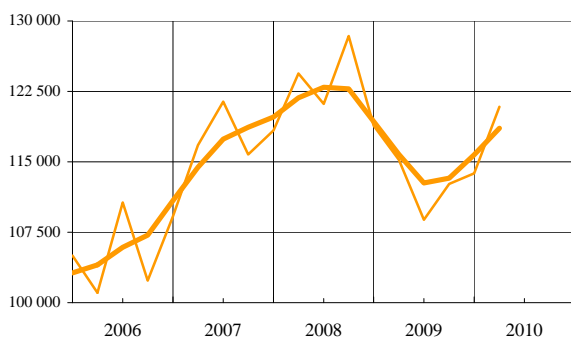


Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

**TVA collectée**

(en milliers d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



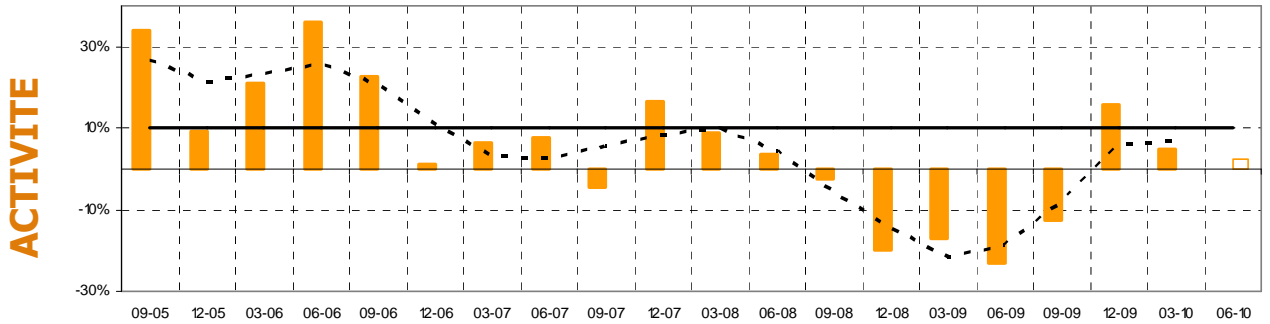
Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

**Dernières données chiffrées**

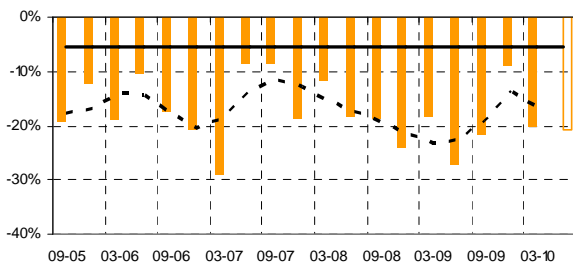
Source : Trésorerie Générale (en milliers d'€)	1T										Cumul	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
	2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2010	2010			
Taxe sur la Valeur Ajoutée	93 192	107 685	114 705	106 222	109 952	109 120	125 041	111 438	111 438	111 438	4,9%	4,9%	
Octroi de mer	63 537	59 966	67 204	59 802	54 477	62 945	76 049	59 931	59 931	59 931	0,2%	0,2%	
Octroi de mer régional	15 322	14 441	16 401	14 419	17 677	19 185	nd	18 533	18 533	18 533	28,5%	28,5%	

# Services marchands

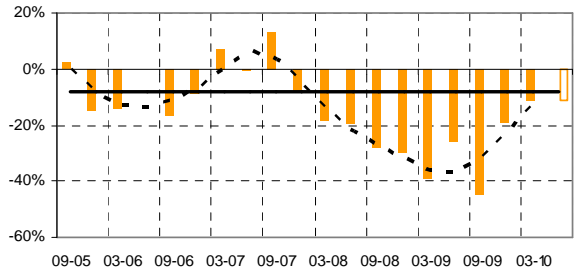
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 48 entreprises du secteur des services marchands (Transports, Hôtellerie-tourisme et Services aux entreprises : Télécommunications, Ingénierie informatique, Activités comptables, juridiques et de conseil de gestion, Activités d'architecture et d'ingénierie, Publicité, Activités de contrôle et analyses techniques, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Entretien et réparation de véhicules automobiles et Sélection et fourniture de personnel) employant 3 485 salariés.  
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (\* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



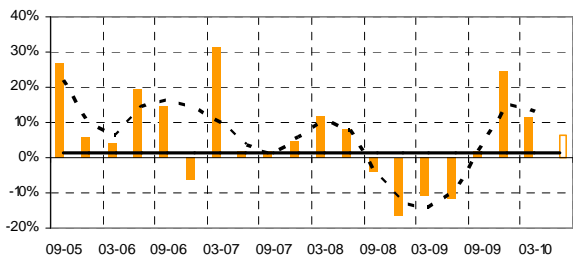
CHARGES



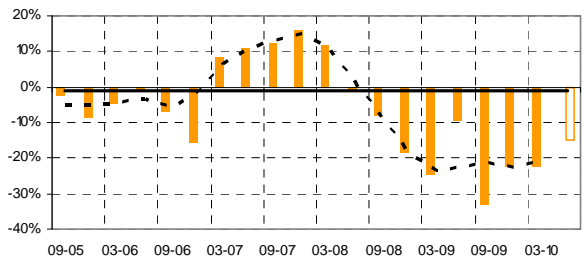
TRESORERIE



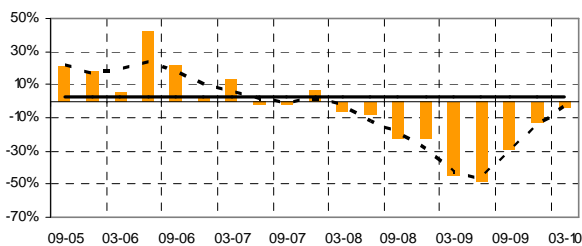
EFFECTIFS



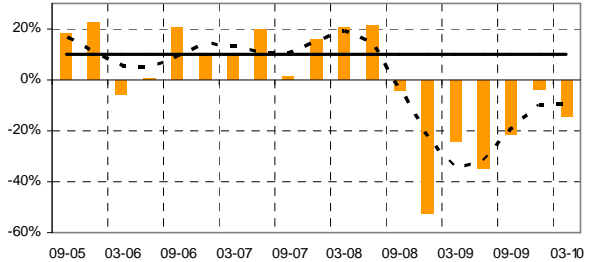
PRIX DE VENTE



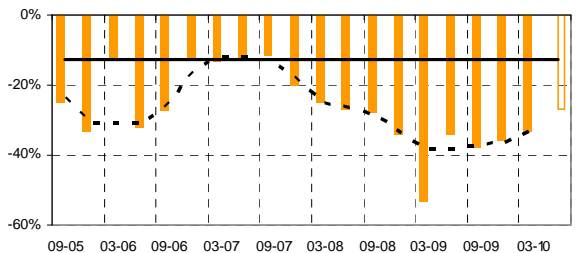
NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



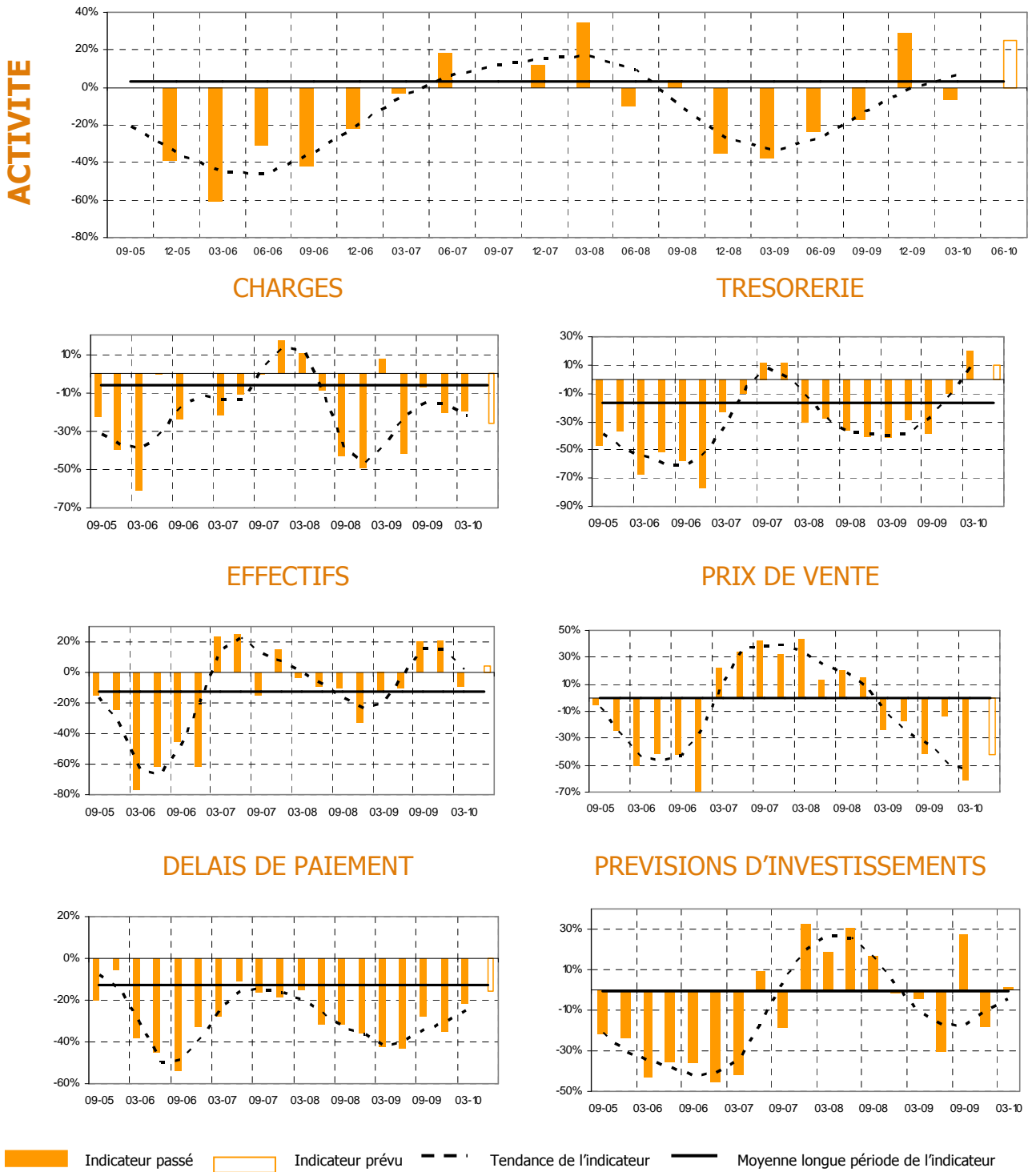
DELAIS DE PAIEMENT



■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendance de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

# Hôtellerie - tourisme

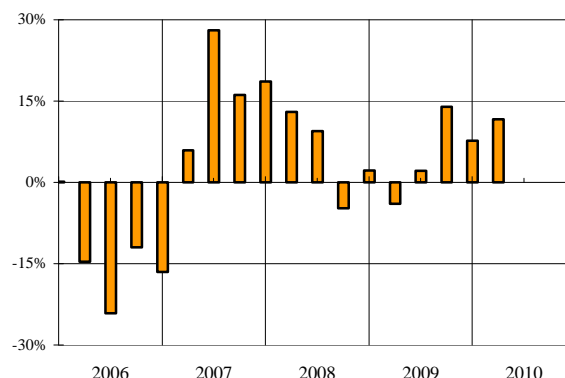
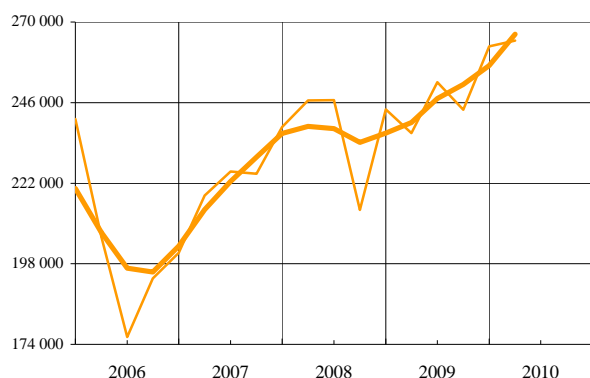
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme employant 1 128 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



**Trafic aérien – Nombre de passagers enregistrés sur l'axe métropole-Réunion**

(trafic arrivées et départs)

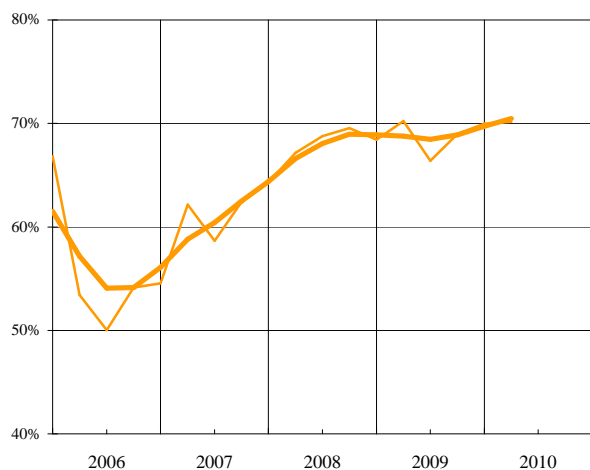
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : CCIR (données trimestrielles – CVS)

**Fréquentation hôtelière**

(taux d'occupation des hôtels adhérents à l'Union des Hôtels de la Réunion)



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

**Dernières données chiffrées**

Source : Aéroports de Pierrefonds et de Gillot	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/1T09	Σ10/Σ09
Nombre total de passagers	390 582	432 652	415 546	390 519	517 202	500 007	482 107	482 107	16,0%	16,0%
Nombre de passagers sur l'axe métropole	198 907	224 752	215 905	223 370	283 786	272 981	241 001	241 001	11,6%	11,6%
Mouvements de vols	3 488	3 590	3 858	3 573	4 165	4 124	4 136	4 136	7,2%	7,2%

Taux d'occupation à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/déc09	mar10/mar09
Fréquentation hôtelière	53,2%	61,9%	66,9%	69,9%	61,9%	62,8%	81,3%	69,9%	- 11,5 pts	- 0,1 pt

Source : UHR

---

## *Les entreprises*

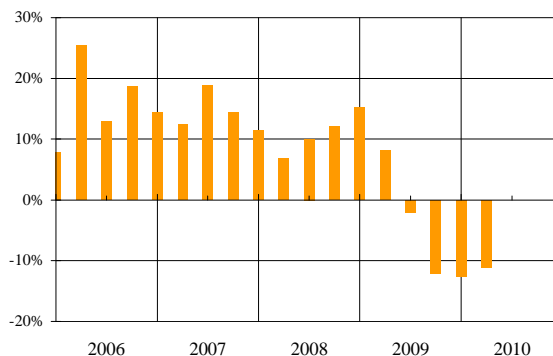
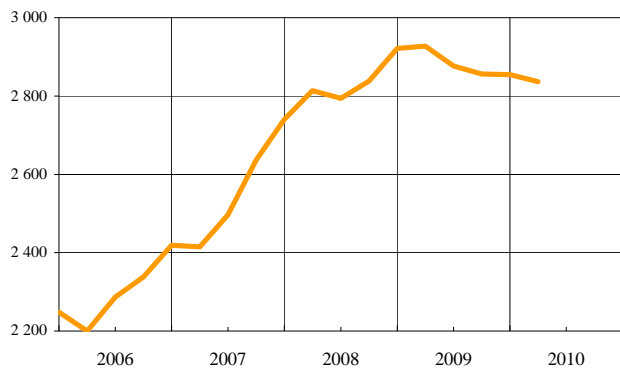
---

L'investissement des entreprises

Encours bancaires des crédits d'investissement

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel (CVS)

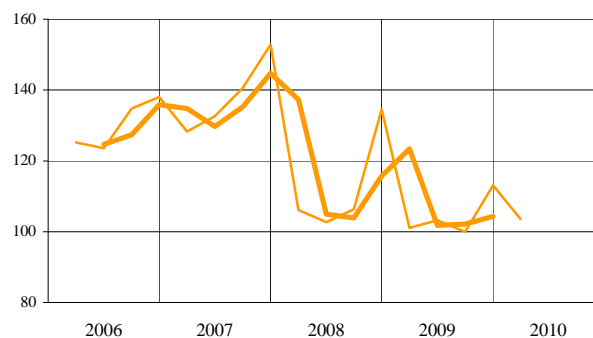
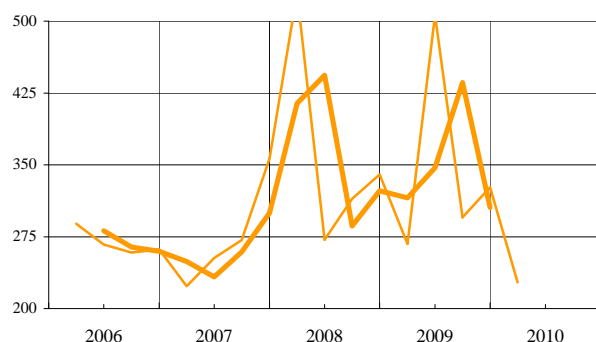


Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Les biens d'équipement professionnels

Importations de biens d'équipement  
mécaniques, électriques et électroniques  
(en millions d'euros)

Importations de biens intermédiaires  
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

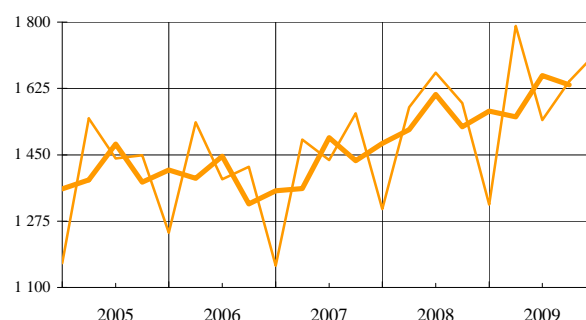
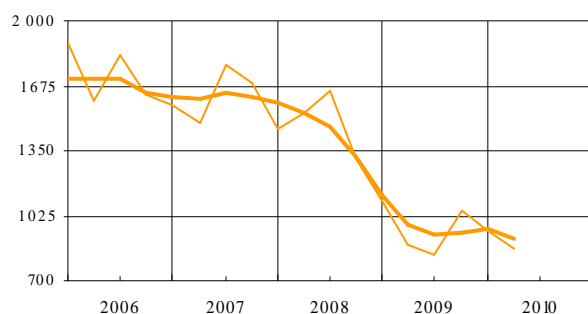
Source : Douanes (données trimestrielles)

Investissements spécifiques

Les créations d'entreprises

Ventes de véhicules utilitaires

Créations d'entreprises  
hors secteur primaire



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

Source : INSEE (données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens (Source : Douanes)										
d'équipement millions d'€	223	529	268	506	295	326	227	227	-15,0%	-15,0%
et intermédiaires millions d'€	128	106	101	103	100	113	104	104	2,5%	2,5%
Ventes de véhicules utilitaires (Source : Sorefi-nombre)										
	1 549	1 604	916	793	1 031	972	895	895	-2,3%	-2,3%

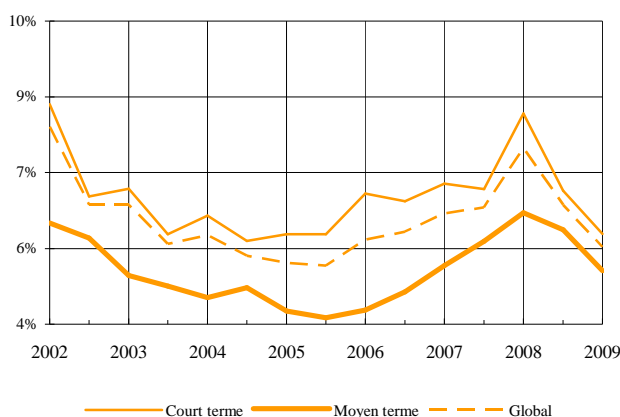
à fin (millions d'€)	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Encours bancaires des crédits d'investissement Source Iedom										
	2 200	2 415	2 814	2 928	2 876	2 856	2 854	2 837	-0,6%	-3,1%

La vulnérabilité des entreprises

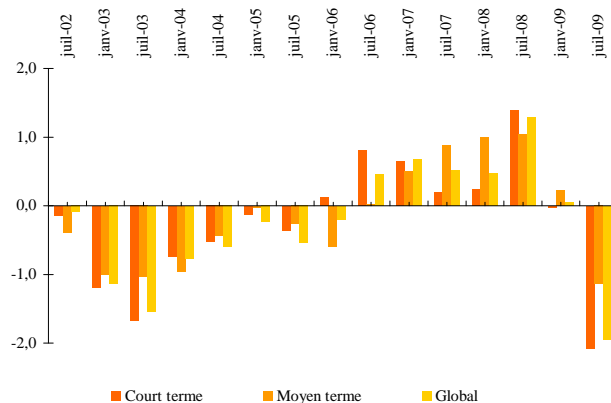
Les modalités de financement des entreprises

Coût du crédit aux entreprises

Taux moyen des crédits à court terme et à moyen terme (en %)



Variations semestrielles en glissement annuel (en points)



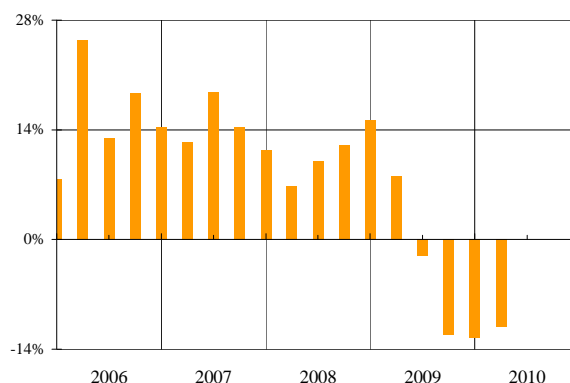
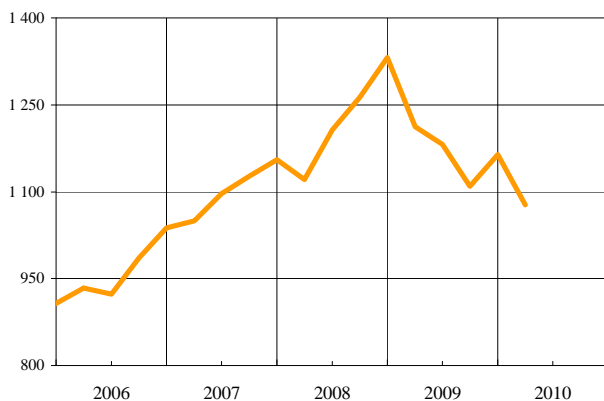
Source : IEDOM (enquête semestrielle)

Evolution des crédits de trésorerie

Encours bancaires des crédits d'exploitation

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel



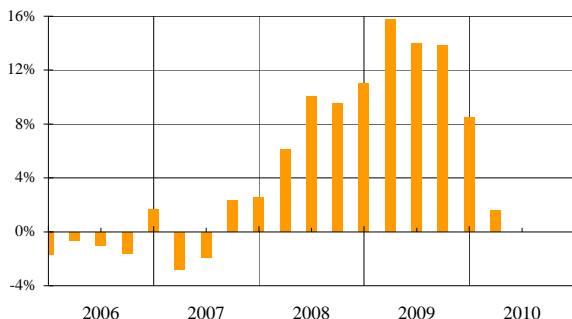
e : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

S

Les indicateurs de vulnérabilité

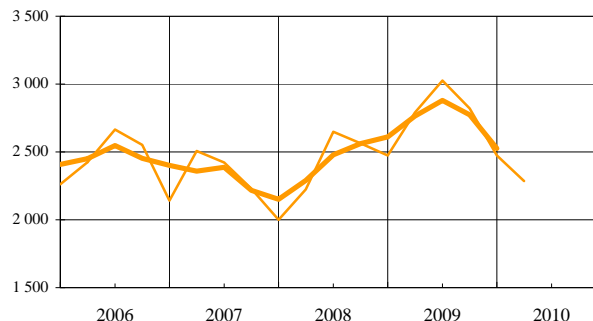
Personnes morales interdites bancaires

Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Impayés sur effets



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Source : Iedom	à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Personnes morales interdites bancaires (nombre)		2 248	2 186	2 320	2 686	2 753	2 780	2 731	2 729	-0,1%	1,6%

Source : Iedom	à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Encours bancaires des crédits d'exploitation (millions d'€)		933	1 049	1 121	1 212	1 182	1 110	1 164	1 078	-7,4%	-11,1%

Impayés sur effets	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
en montant (millions d'€) (Source : Iedom)	13 420	12 053	21 395	23 121	55 060	33 228	20 665	20 665	-3,4%	-3,4%
en nombre (Source : Iedom)	2 507	2 223	2 791	3 026	2 821	2 473	2 286	2 286	-18,1%	-18,1%

Source : Iedom	à fin	juil-04	juil-05	juil-06	juil-07	juil-08	janv-09	juil-09	juil09/ janv09	juil09/ juil08
Enquête sur le coût du crédit aux entreprises										
Taux moyen pondéré court terme : Escompte		6,15%	5,78%	6,58%	6,78%	8,17%	6,64%	5,79%	-0,85	-2,38
Découvert		5,30%	5,93%	7,08%	7,30%	7,86%	6,71%	4,22%	-2,49	-3,64
Autres CT		7,03%	6,70%	6,79%	6,72%	9,55%	7,22%	9,48%	2,26	-0,07
Moyen et long terme		5,02%	4,38%	5,71%	6,36%	6,67%	5,66%	3,46%	-2,20	-3,21
Taux moyen pondéré global		4,53%	4,26%	4,28%	5,16%	6,20%	5,87%	5,06%	-0,81	-1,14
		5,76%	5,22%	5,67%	6,19%	7,48%	6,36%	5,53%	-0,83	-1,95



---

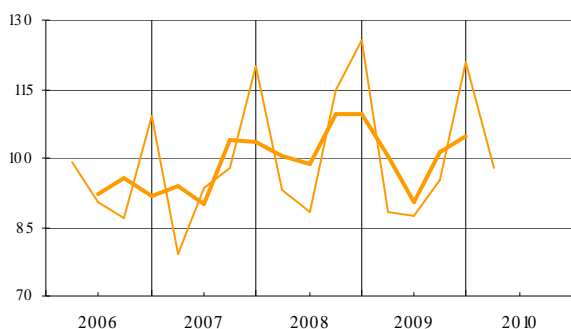
## *Les ménages*

---

## L'investissement des ménages

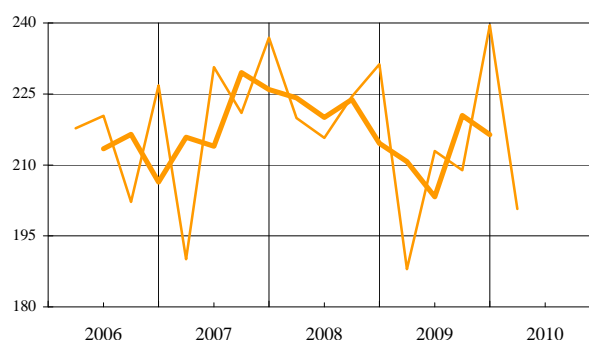
### Les importations de biens destinés aux ménages

Importations de biens d'équipement du foyer  
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles – CVS)

Importations d'articles d'habillement, de produits d'édition, pharmaceutiques et d'hygiène (en millions d'euros)

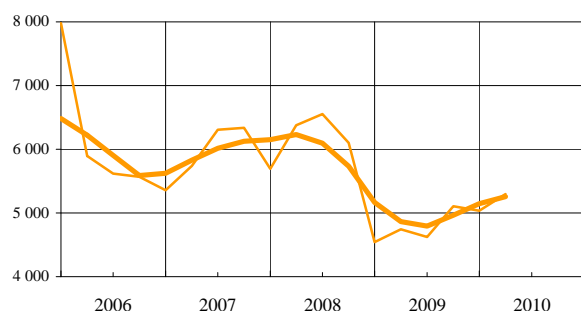


Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

### Les ventes de voitures

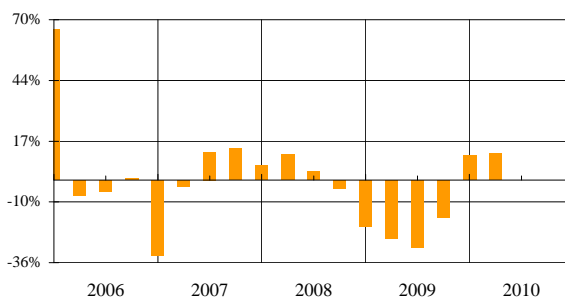
#### Ventes de véhicules de tourisme neufs

(en nombre)



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

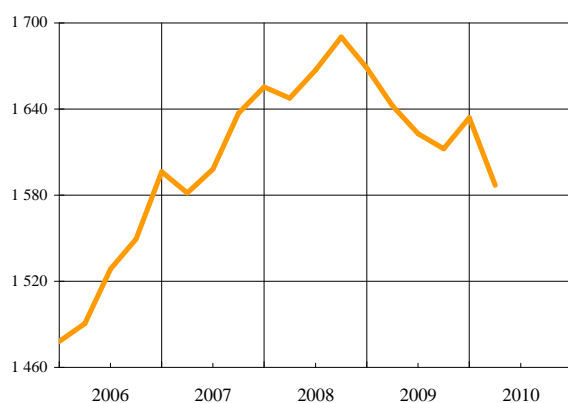
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



## Le financement des ménages

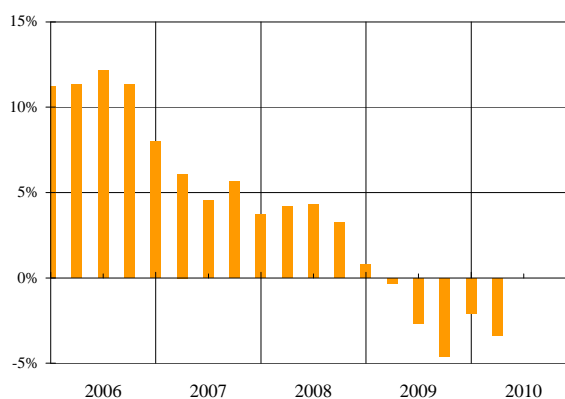
### Encours bancaires des crédits à la consommation

(en millions d'euros)



Source : IEDOM (données trimestrielles – CVS) donnée provisoire pour le quatrième trimestre 2008

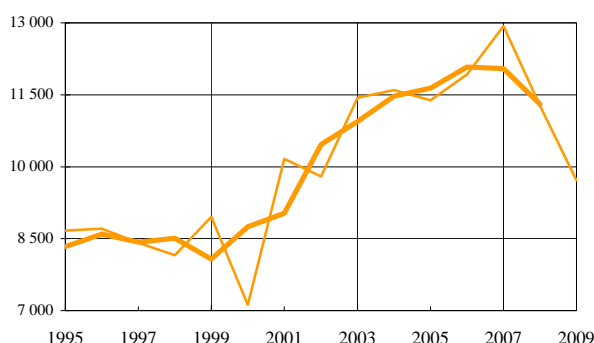
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



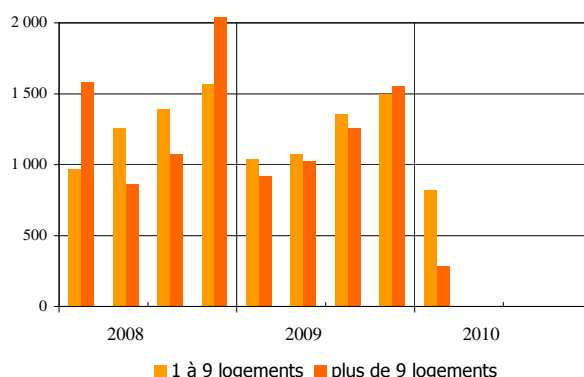
Source : IEDOM (données trimestrielles – CVS) donnée provisoire pour le quatrième trimestre 2008

Les indicateurs de construction

Attestations de conformité  
logements neufs



Attestations de conformité  
(logements neufs)

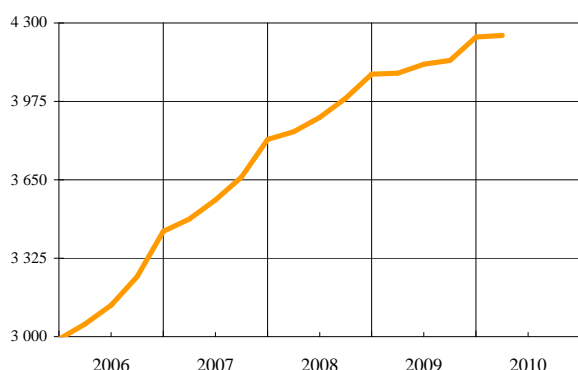


Source : Consuel (données annuelles)

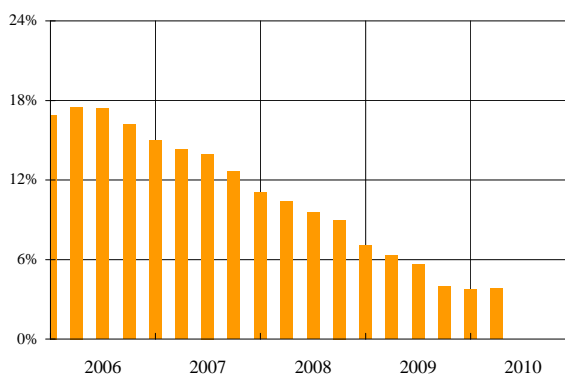
Le financement des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	79	93	88	87	95	121	98	98	10,8%	10,8%
Importations de produits courants (Source : Douanes-millions d'€)	190	220	188	213	209	240	201	201	6,8%	6,8%
Ventes de véhicules de tourisme neufs (Source : Sorefi-nombre)	5 399	6 000	4 460	4 455	5 084	5 538	4 983	4 983	11,7%	11,7%
Attestations de conformité (Source : Consuel-nombre)										
1 à 9 logements	nd	967	1 041	1 072	1 356	1 496	823	823	-20,9%	-20,9%
+ de 9 logements	nd	1 582	917	1 022	1 258	1 557	287	287	-68,7%	-68,7%

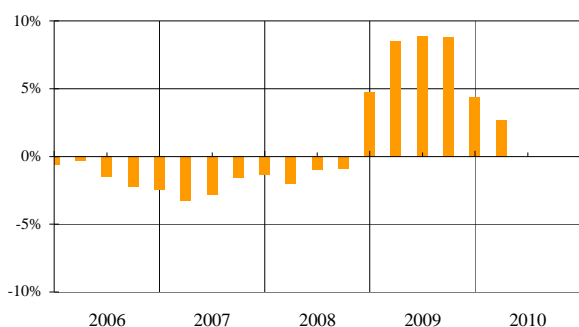
Source : Iedom	à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Encours bancaires des crédits à la consommation (millions d'€)		1 491	1 581	1 648	1 642	1 623	1 612	1 634	1 587	-2,9%	-3,4%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (millions d'€)		3051	3487	3848	4091	4128	4145	4241	4248	0,2%	3,8%

## La vulnérabilité des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

### Personnes physiques interdites bancaires

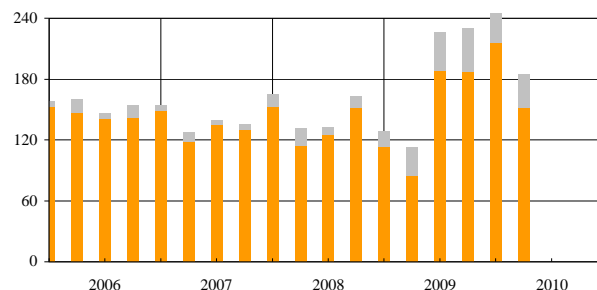
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

### Dossiers de surendettement déclarés recevables

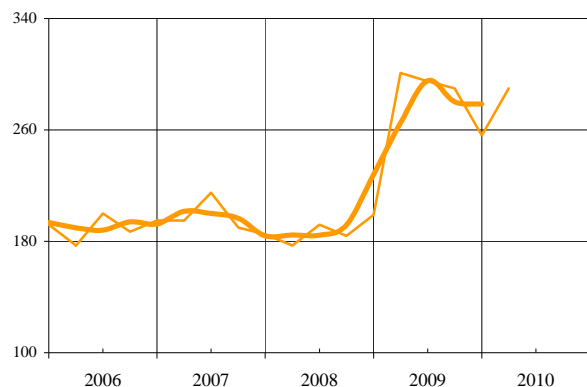
■ dossiers 'classiques' ■ Procédure de rétablissement personnel



\*Données du second trimestre 2009 arrêtées au 16 juillet 2009

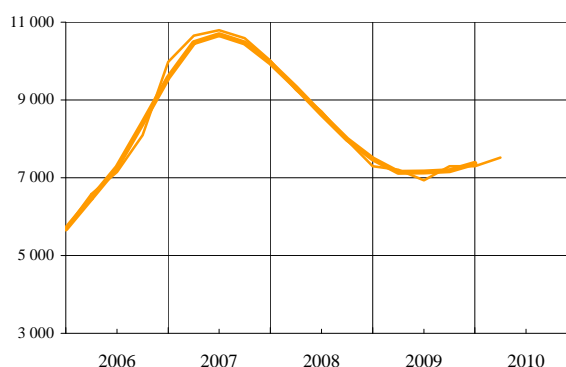
Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

### Dossiers déposés à la Commission de surendettement



Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

### Retraits de cartes bancaires (Nombre)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

	1T 2007	1T 2008	2T 2008	3T 2008	4T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
<b>SURENDETTEMENT</b>													
Dossiers déposés	195	177	192	184	199	301	295	290	256	290	290	-3,7%	-3,7%
Dossiers déclarés recevables *	128	131	132	163	128	113	226	230	230	185	185	63,7%	63,7%
dont :													
Dossiers classiques*	118	114	125	152	113	85	188	187	187	152	152	78,8%	78,8%
Dossiers en Procédure de Rétablissement Personnels *	10	17	7	11	15	28	38	43	43	33	33	17,9%	17,9%

\* données arrêtées au 16 juillet 2009 pour le second trimestre 2009  
(Source : Iedom-nombre)

Source : Iedom à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc10	mar10/ mar09
Personnes physiques interdites bancaires	21 442	20 740	20 314	22 039	22 208	22 122	22 280	22 626	1,6%	2,7%
Stock Incidents de paiement Chèques	174 715	174 032	175 958	185 343	187 270	188 352	188 969	189 527	0,3%	2,3%
Nombre de comptes	29 341	32 149	30 464	30 225	30 167	30 440	30 491	30 975	1,6%	2,5%
Retrait cartes bancaires	6 577	10 655	9 261	7 203	6 935	7 297	7 300	7 521	3,0%	4,4%

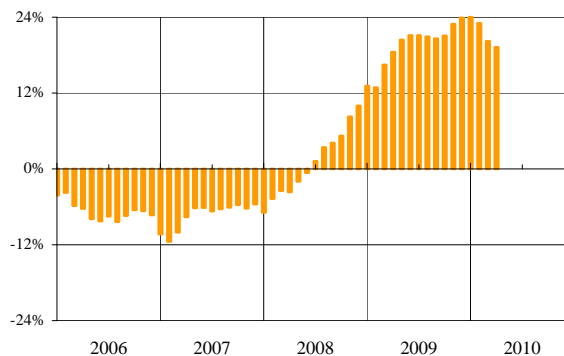
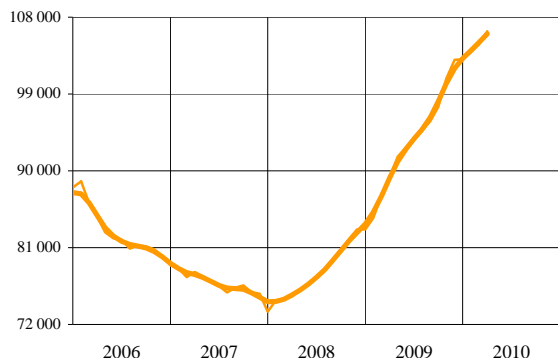
# Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels

## Emplois

### Demandeurs d'emploi en fin de mois

(catégorie A hors activité réduite)

Variations mensuelles en glissement annuel

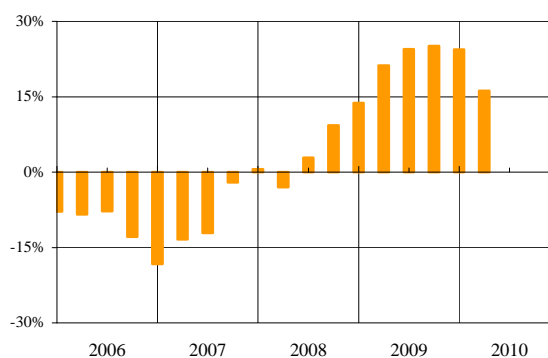
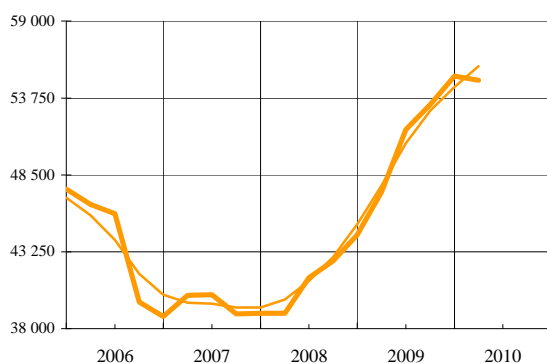


Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

### Nombre d'allocataires de l'Assedic

Allocataires enregistrés en fin de mois

Variations mensuelles en glissement annuel



Source : ASSEDIC (données trimestrielles - CVS)

### Le revenu minimum d'insertion

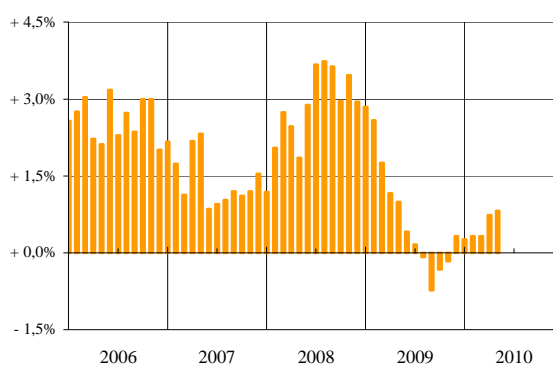
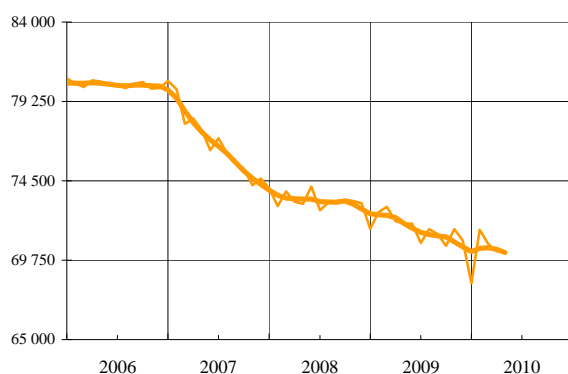
### Les prix

#### Nombre d'allocataires du RMI+RSO

#### Indice des prix à la consommation

Données mensuelles

Variations mensuelles en glissement annuel



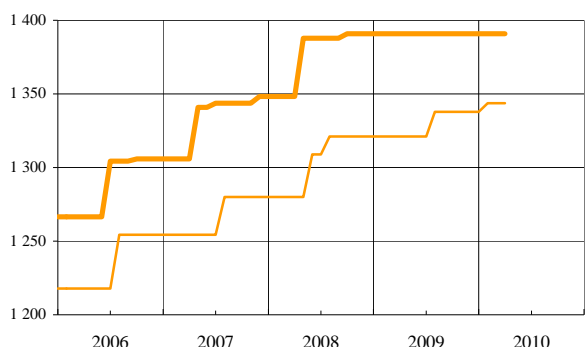
Données recalculées pour les mois d'avril et mai 2009 suite aux grèves  
Source : CAF (données mensuelles - CVS)

Source : INSEE (données mensuelles)

## Sélection d'indicateurs économiques

### Les salaires

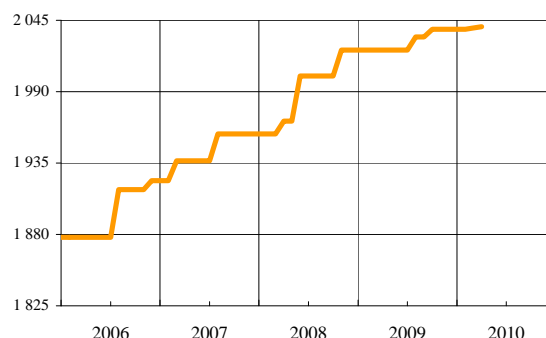
**Smic et salaires du BTP<sup>1</sup>**  
(en euros)



— Salaires du BTP (ouvrier d'exécution 1er échelon) — Smic

Source : INSEE - FRBTP (données mensuelles)

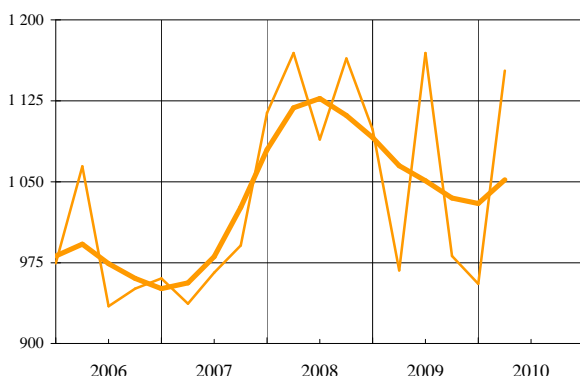
**Traitements mensuels bruts du minimum de la fonction publique<sup>2</sup>** - (en euros)



Source : Trésorerie générale (données mensuelles)

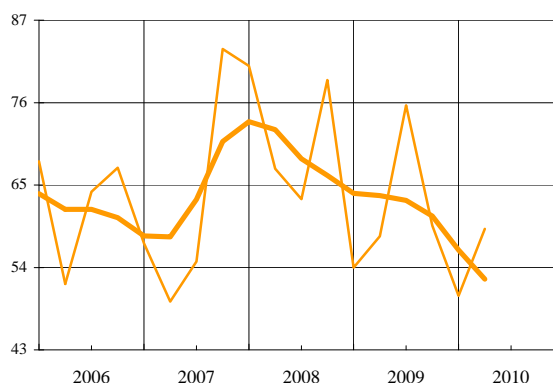
### Le commerce extérieur

**Importations**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

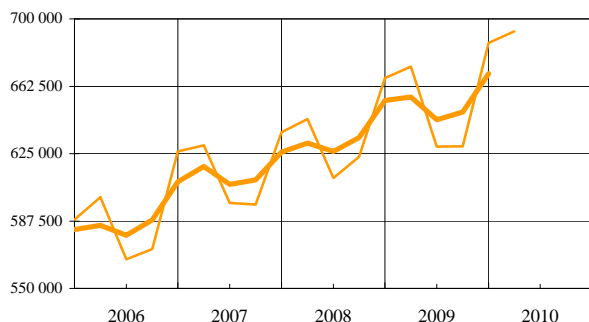
**Exportations**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

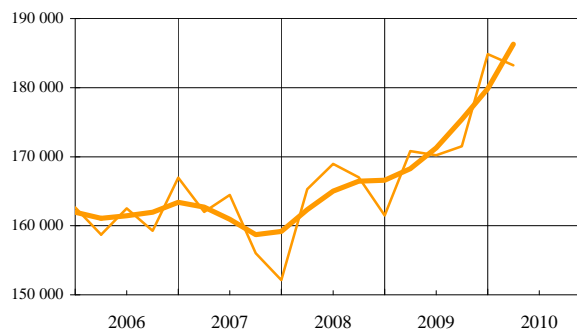
### L'énergie

**Production électrique**  
(en millions de kWh)



Source : EDF (données trimestrielles)

**Produits pétroliers mis à la consommation**  
(en tonnes métriques)



Source : SRPP (données mensuelles - CVS)

<sup>1</sup> Base de 151,67 heures travaillées par mois  
<sup>2</sup> Indice minimum au 1/07/08 = 290

## Sélection d'indicateurs économiques

**Remarque préliminaire :** la légende des tableaux se lit comme suit,  
 Mar10/mar09 représente la variation de l'indicateur entre le mois de mars 2010 et le mois de mars 2009.  
 1T10/1T09 représente la variation de l'indicateur du 1<sup>er</sup> trimestre 2010 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2009.  
 Σ10/Σ09 représente la variation de l'indicateur cumulé sur l'année 2010 par rapport à la période équivalente de l'année 2009.

### Repères structurels

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Mayotte	Saint-Martin	Saint-Barth.	St-Pierre Miqu.	Métropole
<b>Population (en milliers)</b> Source : INSEE Estimation 1er janvier 2007 et Recensement INSEE 2007	451	209	401	802 (6)	186	29 (1)	7 (1)	6	63 185
<b>Proportion population – 20 ans</b> Source : INSEE Estimation 1er janvier 2006 et Recensement INSEE 2006	31,6 %	45,2 %	29,3 %	34,9 % (7)	53,0 % (2)	35,9 % (1)	21,5 % (1)	25,0 %	25,1 %
<b>Population active (en milliers)</b> Source : enquête emploi INSEE 2007	167	62	163	324 (6)	45 (3)	14 (1)	4 (1)	3 (4)	27 450
<b>Taux de chômage</b> Source : INSEE enquête emploi 2007	22,7 %	20,6 %	21,2 %	27,2 % (6)	25,6 % (3)	26,5 % (1)	4,3 % (1)	10 % (4)	8,1 %
Superficie (en km <sup>2</sup> ) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	90	21	242	544 000
<b>PIB régional par habitant</b> Source : INSEE 2007	16 584 €	13 800	19 050	18 329 (6)	3 960 (5)	14 500 (5)	26 000 (5)	26 073 (5)	28 228 (France)

(1) Source : INSEE recensement 1999

(2) Source : INSEE Mayotte Recensement 2002

(3) Source : DTEFP, estimation au 1<sup>er</sup> janvier 2006

(4) Source : INSEE recensement 2006 (pour le taux de chômage : part des chômeurs déclarés dans la population active)

(5) Source : CEROM (Mayotte : 2001 / Saint-Martin et Saint-Barthélemy : 1999 / SPM : 2004)

### Indicateurs d'emplois et de revenus

Source : DTEFP à fin	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	85 172	78 723	75 836	89 856	92 980	98 364	101 182	107 138	5,9%	19,2%

OFFRES D'EMPLOI (Source : DTEFP)	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Offres d'emplois enregistrées au cours du trimestre en catégorie 1	14 414	11 851	10 010	9 483	10 227	12 626	10 605	11 063	11 063	16,7%	16,7%

TRANSFERTS SOCIAUX	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Nombre total d'allocataires du RMI+RSO Source: Cag	80 687	78 395	73 406	72 238	71 141	71 005	68 020	70 441	3,6%	-2,5%
Nombre de chômeurs indemnisés	47 808	41 412	40 170	48 679	50 643	53 154	54 870	56 539	3,0%	16,1%

SALAIRES	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mra09
Montant brut horaire du SMIC (Source: JORF)	8,03	8,27	8,44	8,71	8,71	8,82	8,82	8,86	0,5%	1,7%
Minimum mensuel net garanti dans la fonction publique (indice majoré 280) Source : Trésorerie Générale	1617,5	1668,4	1 694,7	1 741,8	1 741,8	1 755,8	1 755,8	1 757,8	0,1%	0,9%

## Sélection d'indicateurs économiques

PRIX (Source : Insee)	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	mar10/ déc09	mar10/ mar09
Indice mensuel des prix à la consommation Base 100 : Année 1998	115,0	117,5	120,4	121,8	121,7	121,3	123,0	122,7	-0,3%	0,7%

ECHANGES (millions d'€)	1T 2006	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Source : Douanes											
Importations	992	873	1 089	902	1 183	971	1 019	1 074	1 074	19,2%	19,2%
Exportations	53	50	68	59	65	54	61	60	60	1,7%	1,7%
Taux de couverture	5,3%	5,8%	6,3%	6,6%	5,5%	5,6%	6,0%	5,6%	5,6%	- 1,0 pt	- 1,0 pt

CONSUMMATION ENERGETIQUE	1T 2007	1T 2008	1T 2009	2T 2009	3T 2009	4T 2009	1T 2010	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Source : EDF en millions KWH										
Energie livrée au réseau	629 702	644 246	673 444	628 942	629 104	686 550	693 086	693 086	2,9%	2,9%
Consommation d'énergie en basse tension	365 158	379 656	397 441	385 821	370 383	374 272	405 737	405 737	2,1%	2,1%
Consommation d'énergie en moyenne et haute tension	207 134	205 824	211 807	197 711	212 001	238 247	215 983	215 983	2,0%	2,0%



## Liste des publications

Prix

€

### A. Publications périodiques

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

### B. Les Etudes CEROM en partenariat IEDOM, INSEE et AFD

Compte Satellite du Tourisme à la Réunion – décembre 2009	
Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 – septembre 2009	
Les comptes économiques de la Guyane en 2008 – septembre 2009	Gratuit
Les comptes économiques de la Réunion en 2008 – juillet 2009	

### C. Les notes expresses

N° 64 – Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 – décembre 2009	
N° 63 – L'habitat à la Réunion – novembre 2009	
N° 62 – L'habitat à Saint-Pierre et Miquelon – Novembre 2009	
N° 61 – Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 – juin 2009	
N° 60 – Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque – avril 2009	
N° 58 – La gestion des déchets à la Martinique – avril 2009	
N° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 – Synthèse de la conjoncture en 2008 des agences de Mayotte, de la Réunion, de Guyane, de la Guadeloupe, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Martinique	
N° 52 – La gestion des déchets à Mayotte – octobre 2008	
N° 51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane – juillet 2008	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane – juillet 2008	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)	
N° 49 – Le tourisme à la Réunion 01/2008	Gratuit

### D. Les Notes de l'Institut d'émission

Parution	Intitulé	
12/2009	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2008	
12/2009	Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au 1 <sup>er</sup> trimestre 2009	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice	
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	8,00
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice	
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	
12/2007	Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en OM ?	

**Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.**

### **L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :**

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
  - mise en circulation et gestion des billets de banque,
  - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
  - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
  - mobilisation des créances privées non négociables,
  - information sur les entreprises.
  
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
  - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
  - gestion des comptes du Trésor public,
  - surendettement et information du public
  - un rôle d'observatoire économique
  
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
  - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
  - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
  - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4, RUE DE LA COMPAGNIE**  
**– 97400 SAINT-DENIS**  
**REUNION**  
[agence@iedom-reunion.fr](mailto:agence@iedom-reunion.fr)

**- Dépôt légal : n° 142 – 1<sup>er</sup> trimestre 2010 -**

Directeur de la publication : **Y. BARROUX**  
Responsable de la rédaction : **A. BELLAMY-BROWN**  
Editeur et imprimeur : **IEDOM**  
Achevé d'imprimer à Saint-Denis le 8 juin 2010